



## TEXTE DES CINQ VIDÉOS

*POURQUOI IMPERIUM ? / LE CAP STRUCTURANT / LE POST-CAPITALISME  
LA VALEUR CITOYENNE / LA DÉMOCRATIE*

*« ...Un jour viendra où vous, France, vous Russie, vous Italie, vous Angleterre, vous Allemagne, vous toutes, nations du continent, sans perdre vos qualités distinctes et votre glorieuse individualité, vous vous fondrez étroitement dans une unité supérieure, et vous constituerez la fraternité européenne, absolument comme la Normandie, la Bretagne, la Bourgogne, la Lorraine, l'Alsace, se sont fondues dans la France... »*

Victor Hugo, Congrès de la Paix,  
Paris, 21 août 1849

Laboratoire d'idées politiques

IMPERIUM – Textes des cinq vidéos

© Voir sommaire

Crédit photo couverture : Domaine Public

Document réalisé avec LibreOffice Writer



## Sommaire

. # 1 – Pourquoi Imperium ?.....	4
. # 2 – Le cap structurant.....	13
. # 3 – Le post-capitalisme.....	23
. # 4 – La valeur citoyenne.....	33
. # 5 – La démocratie.....	43

*Partage et diffusion libres sous la même condition que les vidéos, à savoir de garder ce document entier sans le modifier. Si vous en citez un extrait, indiquez obligatoirement la source munie d'un lien vers le document complet pour assurer vos lecteurs que la sortie du contexte n'en modifie pas le sens.*



### . # 1 – Pourquoi *Imperium* ?

Bonjour. Je suis Paul Vicich, initiateur d'*Imperium* et auteur de sa Déclaration de Principes, publiée dans le site web [imperium-online.eu](http://imperium-online.eu).

Un de mes bons amis m'a posé récemment la question suivante. Il m'a d'abord dit : « j'ai lu ta Déclaration de principes, je l'ai trouvée très intéressante – c'est déjà ça – mais, une fois qu'on l'a lue, qu'est-ce qu'on en fait ? ». Il est vrai que ce texte s'adresse surtout à l'offre politique, c'est-à-dire les partis, de gauche comme de droite, mais aussi aux candidats porteurs d'un projet politique, pour les aider à structurer ces projets dans un cap précis. D'où l'idée de « cap structurant » dont il est porteur. Les citoyens électeurs que nous sommes, en revanche, semblent rencontrer plus de difficultés à savoir quoi en faire. Cette série de cinq vidéos vise à combler cette lacune.

Alors de quoi ça parle ? Je ne vais pas commencer par des grands mots comme « politique » ou « citoyenneté », qui peuvent être diversement appréciés. Alors je dirais simplement que ça parle de nous, de notre société, de ce qu'il est nous permet d'espérer pour notre futur immédiat et au delà. Je ne m'étendrai pas davantage sur le constat. Tout le monde le connaît : déclin, précarité croissante, crainte de l'avenir et, pour la première fois depuis la fin de la guerre, le sentiment désabusé que les prochaines générations vivront moins bien que les précédentes, ce qui alimente un fort sentiment de déclin. Bref ça parle des questions que nous nous posons tous : où allons-nous ? Ou va notre société, notre pays ? Quelle perspective pour notre qualité de vie et quel avenir pour les prochaines générations ?

Avant toute chose, le propos d'*Imperium* n'est certainement pas d'ajouter une thèse de plus à toutes celles, plus ou moins inspirées, qui fleurissent déjà dans l'opinion et sur le web, mais bien de dégager rationnellement un horizon des possibles à notre portée, les pieds bien sur terre et pas au pays des rêves. Cet horizon repose essentiellement sur notre capacité à partager une conviction avec assez de force pour amener les formations politiques à tendre l'oreille. Ce n'est que par l'échange d'idées, par leur dissémination, par leur validation en tant que pensée collective que la multitude que nous formons tous ensemble sera en mesure d'influencer l'offre politique. Cette puissance d'agir de la multitude, Spinoza l'a appelée il y a plus de trois siècles *Imperium* : *hoc jus, quod multitudinis potentia definitur, imperium appellari solet* (oui, il écrivait en latin). C'est aussi le titre d'un livre de Frédéric Lordon, *Imperium*, qui m'a inspiré ce nom pour notre laboratoire d'idées.



Augmenter notre puissance d'agir, notre *imperium*, nous amènera à reconfigurer notre perception de bien des aspects de la chose publique. Mais ça, nous le développerons surtout dans les vidéos suivantes. Dans celle-ci, je vais plutôt insister sur le préalable indispensable : celui de vous prouver que c'est bien vous qui avez les cartes en main. En d'autres termes, je veux vous convaincre que vous, chacun de vous qui m'écoutez en cet instant, dispose personnellement d'une réelle puissance d'agir. Combien d'entre vous pensent que leur parole n'a aucun poids ? Isolée, c'est certain. C'est même tout l'intérêt pour les classes dominantes de promouvoir le pluralisme des opinions en poussant le cynisme jusqu'à appeler ça « démocratie ». Mais l'adage « diviser pour mieux régner » témoigne certainement mieux de l'intérêt réel du saucissonnage de l'opinion.

Que donnerait en revanche une même parole, allant dans la même direction, partagée par le plus grand nombre ? Entendez bien, pas de vagues généralités, mais un vrai consensus débattu, éclairé et prospectif sur des points programmatiques précis. D'accord, me direz-vous, mais, en admettent qu'on y parvienne, pour quoi faire ? De toutes façons, le débat public dilue inexorablement toutes les idées, des plus sensés aux plus ineptes, dans l'océan du pluralisme auquel on ne ferait qu'ajouter une voix de plus. C'est bien pour dépasser ce problème que nous allons maintenant aborder les trois freins majeurs au débat public. Trois phénomènes connus de certains, négligés par d'autres, mais auxquels nous sommes tous, quoi que nous en disions, sensibles à des degrés divers, et dont la conscience est indispensable à notre puissance d'agir.

Le premier d'entre eux est la post-vérité.

Peut-être avez-vous déjà entendu qualifier notre époque d' « ère post-vérité » (dite aussi parfois « post-factuelle »). La « post-vérité », pour faire court, c'est l'attitude qui consiste à choisir ses vérités en suivant ses émotions et opinions plutôt qu'un raisonnement rationnel. Ce n'est ni l'erreur ni le mensonge. L'erreur, c'est se tromper de vérité. Le mensonge, c'est dissimuler la vérité. Là, il s'agit de choisir sa vérité, du moins une chose tenue pour vraie, suivant qu'elle aille dans une direction souhaitée, et en rejetant plus ou moins consciemment toute démarche contradictoire, aussi démontrée soit-elle.

Au premier abord, la raison qualifiera cette attitude d'irrationnelle. En fait, ce n'est pas si simple, car c'est en fait pour beaucoup une réaction de protection face à une réalité du monde dont ils se sentent exclus. À force de la présenter comme « trop complexe » pour eux, ils adoptent en réaction un réflexe connu sous le nom « d'idéal de l'huître », et qui consiste à se refermer dans sa coquille pour se défendre des nouveautés



venues de l'extérieur, soit parce qu'on les maîtrise mal, soit parce qu'on n'est pas préparé à les accepter. Et dans ce dernier cas, le message est encore plus direct : « je rejette votre réalité qui ne me convient pas pour y substituer la mienne ».

Ici, la parole dominante, dite « autorisée », ne récolte évidemment que ce qu'elle sème. Le discours irresponsable qui prétend réserver la compréhension de la chose publique aux seuls initiés est dévastateur. Car elle est indispensable à la mise en confiance, à l'estime de soi et aux repères qui permettent d'exister socialement. À vouloir exclure le Peuple du débat public, on finit par le jeter en masse dans les bras du populisme car, plutôt que de se résoudre à un statut assigné de mouton, perpétuellement décalé par rapport au monde dans lequel on vit, et bien, mieux vaut finalement pour certains une vérité moins regardante mais plus rassembleuse, au moins par affinité à défaut de mieux. C'est évidemment du pain béni pour les extrêmes, grands pourvoyeurs de vérités prêtes à l'emploi. C'est ce qui explique aussi l'inefficacité totale de la contre-argumentation rationnelle, qui ne fait qu'accentuer maladroitement le sentiment d'éloignement de l'interlocuteur.

Le problème posé par cette situation est évidemment que la vérité factuelle, simplement définie par sa conformité à la réalité, la seule observation des faits et le recours à l'analyse rationnelle, avec évidemment toutes les prudences qu'elle implique, a toutes les peines du monde à se frayer un chemin. S'y risquer, c'est susciter la méfiance, la crainte du beau parleur, susceptible par son habileté rhétorique de faire vaciller ses précieux repères, et en réaction le réflexe de se cramponner davantage encore à sa post-vérité. Le problème, pour ne pas dire l'ironie, c'est que seule l'analyse rationnelle et factuelle permettrait éventuellement d'éliminer les causes mêmes du réflexe défensif de la post-vérité. À condition de lever l'obstacle de la prétendue complexité des choses.

Le deuxième phénomène à considérer, c'est la « pression sociale », appelée aussi parfois « influence sociale ».

Qu'est-ce que la « pression sociale » ? Rien à voir avec une quelconque oppression physique, non. Pas besoin de pistolet sur la tempe. C'est un phénomène subtil qui parvient à nous influencer à notre insu, sans aucune contrainte. C'est par exemple, l'influence de la consommation d'alcool dans une fête qui va nous pousser à faire de même, juste pour ne pas se sentir exclu du groupe. D'une façon générale, elle désigne l'adoption intuitive des normes sociales qui prescrivent le comportement réputé adéquat en société. Mais elle consiste aussi à s'approprier une idée venant de l'extérieur, de la société donc, parce qu'elle nous semble au premier abord si juste en apparence que l'idée même de la remettre en



question ne nous vient tout simplement pas. Car pour réfléchir, il ne suffit pas de disposer des éléments pour le faire, il faut d'abord en avoir l'idée, et donc une raison de le faire. Personne ne soumet naturellement au doute une information quand rien ne permet d'apercevoir qu'il y a peut-être lieu de la remettre en question. Personne par exemple ne songe à douter que l'emploi dépend de la croissance, tant la pression sociale nous le rabâche, jusqu'au jour où cette simple question « mais au fait, pourquoi ? » nous ouvre de nouveaux horizons.

Le troisième phénomène, c'est l'étonnement philosophique.

Là, j'imagine vos sourcils froncés, si vous êtes de ceux qui assimilent la philosophie à de la fumée intellectuelle. Vous n'y êtes pas ! Ce phénomène est en fait aussi simple que déterminant. Qu'est-ce que l'étonnement philosophique ? C'est ce réflexe essentiel de la pensée qui amenait Socrate, Platon et Aristote à répéter à qui voulait l'entendre que, je cite, « la philosophie est fille de l'étonnement ». Nous ne parlons pas ici de la simple stupeur ressentie face à un événement spectaculaire ou inhabituel, non, mais de cette simple capacité intérieure à toujours nous étonner, même de ce qui nous semble le plus évident. En gros, c'est le réflexe naturel qui pousse un enfant à tendre le doigt et à dire « Oh ! ». C'est ce même réflexe qui pousse à briser la pression sociale en posant cette simple question : « mais au fait, pourquoi ? »

Et bien ce réflexe, nous l'avons largement perdu. C'est une autre conséquence du développement de la connaissance humaine qui fait que nous ne pouvons plus tout savoir, ce qui nous fait réagir différemment à l'étonnement. Nous pensons que la chose est étudiée pour, ou que d'autres savent mieux que nous, et nous serons d'autant plus incités à évacuer la chose que le souci d'affirmation personnelle auquel nous pousse la pression sociale libérale, nous retient d'afficher notre ignorance. Alors qu'il n'y a rien de plus naturel que de ne pas savoir, et rien de plus facile que de demander pour savoir. L'étonnement ne déclenche plus en nous le réflexe philosophique de la pensée. Cet obstacle-là est pourtant très facile à lever. Il suffit de se persuader que rien en ce monde n'est trop complexe pour pouvoir être compris simplement. Il suffit de toujours garder en tête cette célèbre citation d'Albert Einstein : « Si vous ne pouvez expliquer un concept à un enfant de six ans, c'est que vous ne le comprenez pas complètement ».

« Si vous ne pouvez expliquer un concept à un enfant de six ans, c'est que vous ne le comprenez pas complètement » !

Post-vérité, pression sociale, étonnement philosophique. Voilà les trois phénomènes à prendre en compte pour lever les freins à l'expression de

---



notre puissance d'agir, de notre *imperium*. La post-vérité se combat aisément par la vérité vraie, une fois admis qu'aucune intelligence n'est hors de notre portée. La pression sociale ? C'est une source d'erreurs de raisonnement dont il faut certes apprendre à se garder, mais c'est aussi un formidable levier potentiel pour la diffusion de notre *imperium*. L'étonnement philosophique ? Très facile à retrouver : rappelez-vous la citation d'Einstein et vous ne craignez plus jamais d'opposer à un pédant : « Attendez, je n'ai pas fait l'ENA moi. Expliquez-moi donc ça comme si j'avais six ans ! ». S'il n'y parvient pas, c'est qu'il ne sera pas si savant qu'il affectait de l'être, ou alors qu'il aura essayé de vous la faire à l'envers.

Ces trois points admis permettent dès à présent de poser trois règles simples :

1. Toute intuition, pour peu qu'elle soit sincère et non dictée par aucune forme d'intérêt, ne peut que cacher une vérité à dévoiler et non à rejeter. Faisons lui davantage confiance ;

2. Faire confiance à ses ressentis, soit, mais pas au détriment de son esprit critique. Personne n'est à l'abri des biais cognitifs, ces distorsions du raisonnement auxquels personne n'échappe. On en aurait catalogué plus de 200, et les capacités intellectuelles n'ont rien à voir là-dedans. Nous pratiquons tous naturellement, par pur réflexe, une économie de réflexion qui nous fait nous arrêter au vraisemblable sans aller plus loin. Prendre l'habitude de soumettre au couperet de la raison des choses que nous tenons pour acquises, c'est apprendre un excellent moyen de combattre ce réflexe conditionné ;

3. Toujours garder en tête la citation d'Einstein pour se garder des discours complexes, qui le sont en fait souvent à dessein pour nous en garder exclus. Rappelez-vous toujours que le faible d'esprit n'est pas qui ne comprend pas, mais au contraire qui ne parvient pas à se rendre clair à un enfant de six ans, sauf évidemment intention malhonnête.

Ces trois règles posées, la question est maintenant de savoir comment nous, Peuple réputé souverain, par delà nos opinions respectives diverses et variées, pouvons concrètement récupérer la maîtrise collective de notre avenir que nous avons perdue au profit des acteurs du marché. Comme je l'ai dit plus tôt, en apprenant à reconfigurer nos perceptions pour agir efficacement sur la pression sociale. Prenons un exemple concret.

On accuse souvent, par exemple, les hommes politiques d'être « coupés de nos préoccupations, menteurs, hypocrites, loin de nous », etc. Et on se prend à rêver « mais à quand une femme ou un homme politique désintéressé(e) et sincère qui se pencherait enfin vraiment sur nos



problèmes ? ». Bel exemple de pression sociale : tout le monde le dit, ça semble tellement coller à ce qu'on ressent qu'on ne voit pas l'utilité d'y réfléchir davantage, donc on valide et on s'approprie la phrase. C'est aussi un bel exemple de post-vérité, où notre ressenti prime sur le raisonnement. Mais ce qui frappe surtout ici, c'est le défaut d'étonnement philosophique.

Car il y aurait pourtant matière à s'étonner ici. En l'occurrence de ce que l'ascenseur social, tout imparfait soit-il, serait à ce point défectueux qu'il filtrerait décidément les plus mauvais de bas jusqu'en haut, jusqu'à la fonction suprême ! Le caractère improbable de la chose devrait déjà nous amener à réfléchir. Une fois mis en alerte, un bon moyen de déceler la pression sociale est, par exemple, de pratiquer la reformulation. C'est une bonne méthode ! Disons donc la chose autrement. Considérant que, en disant cela, nous nous plaçons finalement dans la position d'un employeur face à un postulant, ici à un poste de responsabilité politique, et bien, mettons-nous un instant à sa place. Que diriez-vous pour votre part de recevoir l'offre suivante ?

« Vous êtes embauché en CDD. Vous nous obéirez sans discuter, d'accord ou pas, et peu importent les obstacles auxquels vous serez confrontés, vous resterez quand même seul responsable de vos résultats. En tout état de cause, on se réserve en fin de mandat le droit de vous virer comme un malpropre sans justification, et vous n'aurez qu'à vous taire puisque nous sommes souverains ». Vous accorderez bien qu'on garde à peu près la même idée générale, à peine plus détaillée ! Et bien je ne sais pas pour vous, mais pour ma part, voilà une offre qui me ferait sérieusement réfléchir.

Voyons plutôt les choses en face. Comme dans n'importe quel autre domaine, le désintéressement sincère et altruiste n'est pas, et ne sera jamais la norme en politique. Et Heureusement d'ailleurs ! Car d'après ce que j'ai pu observer des rares spécimens de cette espèce que j'ai pu rencontrer (oui, oui, il y en a), ils sont le plus souvent emplis de « valeurs » morales d'une hauteur qui force l'admiration, mais aussi d'une fâcheuse tendance à nous exploser à la figure à la première contrariété qui heurte leurs « convictions profondes ». Claquer la porte, ça fait toujours classe... mais ça laisse surtout le champ libre aux autres ! Sans parler qu'une fois plongés dans la mare aux requins, la durée de vie de ces boy-scouts se révèle généralement des plus limitée. Non, heureusement, les responsables politiques sont exactement comme vous et moi. De la même façon que nous-mêmes allons travailler pour un salaire et non pour les beaux yeux du patron, l'homme politique est lui aussi mû par son intérêt propre. Et c'est justement ça qui est intéressant,



parce que ça au moins, c'est gérable, à condition de savoir le gérer correctement, évidemment !

Nous savons ce qu'ils veulent, il ne reste qu'à savoir de même ce que nous voulons, mais pas de manière superficielle comme simplement espérer que les choses aillent mieux. Entre nos besoins et leurs appétits, c'est à nous qu'il revient de trouver la convergence d'intérêts. Cela suppose de pouvoir évaluer la portée du programme et de l'action proposés, mais mieux encore, de les orienter en amont par des attentes suffisamment construites et clairement formulées, afin d'amener les candidats à les prendre compte et à suivre cette direction, conscients qu'ils ne s'adressent plus à une foule manipulable mais de vrais administrateurs éclairés de la chose publique. Voilà notre véritable, et seule marge de manœuvre ! Voilà la seule clé d'un contre-pouvoir démocratique efficace ! On ne peut à la fois refuser d'examiner les options et protester ensuite contre les choix faits par d'autres.

Quoi faire alors ? Pour gagner du temps, commençons par évacuer les options classiques qui divisent l'opinion, pour dégager la table et y voir plus clair.

Première option : ne rien faire ! Pourquoi pas ? On peut penser que tout ça est au-dessus de nos compétences ou tout simplement n'y porter aucun intérêt. Sauf que cela revient à s'enfermer dans l'idéal de l'huître, et donc à se couper de toute possibilité d'exercer un contrôle sur notre destin. Car, ce que les trop conservateurs oublient, c'est que s'ils refusent de changer, le monde autour de nous, lui, ne s'en prive pas, et change même de plus en plus vite, et que cela nous impacte de plus en plus du fait de l'interconnexion étroite de nos économies. Le paradoxe actuel du conservatisme est qu'il implique, pour se conserver... et bien de prôner un changement, simplement un autre changement que celui en cours. Sans parler de notre responsabilité vis-à-vis des générations futures qui, un jour, nous demanderont des comptes. Que répondrons-nous à nos enfants quand, vivant moins bien que nous, ils chercheront à savoir si nous savions ?

L'action militante alors ? Il en faut certainement. Mais elle a aussi montré ses limites. Car « l'entre-soi » si fréquemment reproché aux politiques ne s'applique pas qu'à nos dirigeants. Nombre de militants dits « de base », confrontés aux électeurs, ont souvent la surprise de se découvrir concernés eux aussi. Pourtant, ils en affichent bien la caractéristique, en partageant une passion que n'anime pas leurs interlocuteurs. Mais surtout, quoi qu'ils fassent, le militantisme n'aura aucune incidence sur la source du problème, à savoir le système capitaliste mondialisé contre lequel plus aucune force politique ne se dresse. Alors, dans ces



conditions, il faut bien admettre que l'action militante est devenu une simple occupation parmi d'autres, utile certes... mais bon !

Certains le ressentent et s'orientent alors vers les options, dites « marginales ». Par là il faut entendre un ensemble de choix divers et variés, qu'à priori tout opposerait, mais qui présentent tous le point commun de prétendre rompre avec les schémas conventionnels. Cela concerne évidemment les partis dits « révolutionnaires » ou « extrêmes », mais aussi, par exemple, le simple fait de choisir pour président un jeune inconnu dynamique « hors partis » ; ou encore, plus localement, des candidatures autoproclamées « citoyennes », et autres variantes qui reposent toutes sur cet argument simpliste et rebattu : « on a vu ce que l'ancien a donné, donc il faut faire du neuf ». Oui, ces dernières années, on a surtout vu à quel point le « nouveau monde » avait des faux airs de l'ancien, quand ce n'est pas carrément des vrais, ce qui est en fait tout sauf une surprise, les mêmes causes produisant tout simplement les mêmes effets. Ces rejets de façades de l'ordre établi n'ont aucun autre effet que de se disperser dans des impasses pendant que, là encore, la source réelle de tous les maux continue tranquillement sa route sans rencontrer le moindre obstacle. Accessoirement, ils créent même par les déceptions qu'ils causent un appel d'air pour des partis soit-disant « hors-système », qui ont alors beau jeu de l'exploiter pour leur seul profit électoral, ce en quoi d'ailleurs, ils se révèlent tout aussi hypocrites que ce « système » qu'ils prétendent opportunément dénoncer.

Pour compléter la liste des impasses, certains enfin prônent l'horizontalité. Entendez par là, la suppression de toute hiérarchie et une répartition égalitaire du pouvoir entre chaque tête. D'où la métaphore de l'horizontalité, par opposition à la verticalité du pouvoir. Je ne vais pas m'étendre sur la vacuité définitive de cette option. Frédéric Lordon l'a fait mieux que je ne saurai le faire dans son livre « *Imperium* ». Pour faire court : l'horizontalité place sur le même plan des individus soumis à une contradiction insoluble. D'une part la pensée consciente, raisonnée, de l'intérêt commun, d'autre part l'intérêt individuel qui autorise à trahir le commun par simple droit de nature, poussés comme nous le sommes tous par l'instinct de survie. Le jeu des volontés rend alors inéluctablement instable tout contrat commun, rendant nécessaire pour le maintenir l'établissement de règles, à partir de là une institution pour les énoncer, et par suite une force de police pour les faire respecter, bref la réintroduction inéluctable du vertical dans l'horizontal. Chassé par la porte, l'État revient par la fenêtre. Ou pour le dire plus simplement encre, si l'horizontalité était viable, et bien on n'aurait tout simplement jamais inventé la verticalité. Fin de l'histoire.

---



Alors, si ne rien faire n'est pas une option, si l'action militante n'a qu'un effet limité, si le vote marginal ne mène nulle part et si l'horizontalité est une chimère, que reste-il ? *Imperium* prône un cap structurant très simple, qui ne réclame ni talent particulier ni effort contraignant, du moins un effort très raisonnable qu'il suffit simplement de consentir : savoir, juste savoir, mais de manière utile, celle qui permet de peser réellement sur la décision publique, en agissant directement sur la pression sociale ! Une fois admis que nous y sommes tous soumis, qu'on le veuille ou non, pourquoi ne pas en prendre notre parti et utiliser nous aussi la pression sociale pour l'orienter dans le sens de nos intérêts communs ? Autrement dit, qu'est-ce qui nous empêche de nous réunir pour autre chose que de recevoir passivement la parole verticale, pour échanger entre nous et développer notre savoir collectif, et par là notre véritable puissance d'agir, notre *imperium* ?

Entendons-nous bien : Le « savoir collectif » exclut par définition la connaissance pointue, celle qui requiert une spécialisation antinomique à la notion même de partage de savoir. Nous ne parlons pas non plus de ces pseudos « bon sens » comme ceux dont se revendiquent les extrêmes, et qui ne réclament que l'écoute passive d'une parole verticale. Nous parlons ici du vrai bon sens, le sens commun sans cesse questionné, sans cesse mis dans la balance des autres points de vue. L'homme serait, dit-on, égoïste par nature. Soit, restons-le si la nature l'ordonne. Mais apprenons alors à l'être intelligemment. Au lieu de chercher à briller par notre parole pour satisfaire une pression sociale imposée d'en haut, recherchons au contraire le bénéfice égoïste... de l'enseignement d'autrui (bon, avant de faire quand même profiter les autres de notre parole par réciprocité). Une fois admis que tout point de vue est pertinent et qu'ils concourent tous à éclairer une direction commune, une fois levés les freins de nos propres autocensures, une fois convaincus que nous sommes tous largement en capacité de le faire, une fois admis que la supposée « complexité » des choses est largement exagérée, qu'est-ce qui nous empêche de créer nos propres groupes informels ? Des associations, des clubs comme sous la Révolution, des cafés citoyens (pourquoi pas des cafés *Imperium*), des réunions d'appartements, dans nos cercles relationnels divers, que sais-je encore ?

L'essentiel y sera d'entendre désormais le mot « politique » autrement. Au lieu de craindre d'émettre son opinion, l'opinion contraire sera au contraire toujours recherchée pour éprouver la sienne, et surtout pour augmenter son savoir par la multiplication des éclairages. Au lieu de chercher l'ascendant personnel, qui n'intéresse jamais que soi-même, laissons-nous au contraire guider par une soif d'apprendre toujours plus au contact



des autres. Balayons cette pression sociale néfaste qui, au prétexte de nous affirmer, nous pousse en fait à nous diviser. Substituons la nôtre qui vise au contraire la force de l'union. Balayons les discours pseudo-savants qui ne cherchent qu'à nous maintenir dociles, au profit de l'éclairage limpide propre à l'édification de tous. Que chacun surtout, puisse donner libre court à son étonnement philosophique pour combattre la post-vérité, et éclairer la route vers le progrès, et que nous appelons notre cap structurant.

Les mieux dotés culturellement n'y auront plus à cœur de s'imposer aux autres mais au contraire de les élever vers eux. Rien ne nous empêche non plus d'utiliser Internet autrement que comme une poubelle ou déverser sa bile. Ça peut-être aussi un formidable outil de réseautage, à travers des réseaux sociaux ou des blogs, pour peu que l'on songe à se filmer ou rédiger des comptes rendus de débat. Les plus doués en informatique peuvent même imaginer des plateformes de synthèse à l'échelle nationale, pour se nourrir des réflexions des autres et diffuser une pensée collective qui, si elle devient suffisamment prégnante dans l'opinion, amènera à coup sûr les divers candidats aux mandats électifs à s'en saisir pour y apporter en réponse l'offre politique correspondante. Par conviction ou opportunisme, peu importe finalement !

Cessons de croire que les enjeux seraient trop compliqués pour le commun des mortels que nous sommes. Ça, c'est ce qu'on s'emploie à nous faire croire. Oublions nos simples opinions ! Il y aura toujours autant d'opinions que de têtes pour opiner, et cela ne sert que ceux qui s'emploient à nous diviser. Une direction commune ne peut reposer que sur des faits, rien que les faits, qui sont têtus. Elle impose de savoir et non de croire, elle impose des certitudes partagées et non de simples opinions. Cette première vidéo ouvre déjà quelques premières pistes d'échanges. Nous entrerons davantage dans le vif du sujet dans la prochaine consacrée au « cap structurant ».

*Hasta siempre*

### . # 2 – Le cap structurant

Bonjour. Je suis Paul Vicich, initiateur d'*Imperium* et auteur de sa Déclaration de Principes, disponible dans le site web [imperium-online.eu](http://imperium-online.eu).

Dans la vidéo précédente, « Pourquoi *Imperium* ? », nous avons dressé les contours de notre puissance d'agir, de notre *imperium*. Nous avons vu que la supposée complexité des enjeux est un leurre, et que nous sommes largement en capacité d'influencer la pression sociale pour peser sur le cours des choses. La pression sociale, pour rappel, c'est la capacité



d'imposer des normes de pensée par la simple force de la conviction. Dans la pratique, quand on ne sait pas, ou quand on pense ne pas savoir, on n'échange que des doutes, des questions, voire des craintes. Et la pensée n'avance pas. Mais quand on sait de quoi on parle, on ne peut que s'accorder sur le cap à suivre. Alors on le dit, on le répète et, de proche en proche, cela devient une pensée dominante que la classe politique ne peut plus ignorer si elle veut gagner nos suffrages.

Une conscience partagée par le plus grand nombre, dotée d'une certitude suffisante, voilà la vraie clé concrète de notre puissance d'agir, là où la rivalité des opinions conduit au doute et à la division pour le seul profit des classes dominantes. C'est pourquoi je suggérerais toutes formes de groupes, formels ou informels, associations, des clubs comme pendant la Révolution, des cafés citoyens... ou des cafés *Imperium*, des réunions d'appartements, à minima reprendre l'habitude de parler politique dans vos cercles relationnels divers, ou toute autre innovation produite par votre imagination... sans oublier, bien sûr, Internet, pour dépasser les limites géographiques et mettre à disposition du plus grand nombre les fruits de vos débats.

Après les quelques premières pistes de discussion précédemment ouvertes, voyons maintenant quelles sont les questions à considérer pour accroître notre puissance d'agir. La première d'entre elles, me semble-t-il, est de déterminer s'il faut viser un projet politique ou un projet de société. Les deux ne sont en effet pas du tout la même chose, et ne produiront donc pas le même cap. En pratique, un projet politique s'inscrit dans une société existante, en l'occurrence la nôtre telle qu'elle est aujourd'hui. En toute logique, un « projet de société » porterait donc sur une société alternative à celle-ci. Rien que sur ce premier point apparaissent déjà un certain nombre d'écueils à éviter.

L'idée même de changer la société a-t-elle seulement un sens ? Elle est en tous cas au cœur du clivage gauche-droite. Matrice du progrès pour les uns, plutôt à gauche, lubie dangereuse pour les autres, plutôt à droite (du moins en théorie. Parce que dans la pratique, offrez une perspective de rentabilité à n'importe quel investisseur libéral et il s'engouffrera dans la brèche aussi sûrement que le bolchevique le plus irresponsable – et nous en faisons d'ailleurs les frais). La question ici est de savoir s'il est possible de changer la société de manière consciente et volontaire ? Spinoza nous enseigne que non. Il est selon lui impossible, je le cite, de « déterminer par la pensée ce qu'ensuite la seule volonté suffira à mettre en pratique ». De fait, l'histoire montre amplement qu'on ne touche pas impunément à l'ordre social, qui suit des déterminants si complexes que nul ne saurait prétendre les appréhender tous, et les contrôler encore moins.

---



Il s'agit cependant de s'accorder sur ce qu'on entend par « société ». Au sens strict, on entend par là un peuple unifié par un ensemble de mœurs, de traditions et de coutumes développées au fil du temps, autrement dit par une histoire commune, ou dit encore autrement, par un *imperium* commun. C'est ce qui distingue une société particulière d'une autre. Cet *imperium* est-il réellement impossible à modifier de manière consciente et volontaire comme le soutient Spinoza ? Évidemment que oui ! Notre *imperium* nous vient des générations précédentes, et nous le transmettons à notre tour aux suivantes, le cas échéant marqué de notre empreinte, mais fondamentalement porteur de la même culture et des mêmes marqueurs de notre identité. Alors, me direz-vous, tout ça pour en arriver là ? Il n'y a rien à faire, rentrons chez nous ! Vous pensez bien que non.

Car une société présente une caractéristique qui, elle, peut changer, et seulement elle. Une société, c'est aussi un réseau d'institutions. Et l'histoire, notamment française, témoigne que ça, ça peut changer : la République française n'a plus rien à voir avec le défunt Royaume de France, du moins du strict point de vue institutionnel. Parce que pour le reste, les mœurs, traditions et coutumes françaises développées au fil son histoire ont continué ou se sont renouvelés. C'est ce qui fait que la République n'a pas formé un nouveau pays, mais bien une nouvelle forme du même pays, et ce sans le moindre doute dans l'esprit de tous. Sa société a pourtant changé en profondeur, et on peut même soutenir que, dans ce cas-là, la nouvelle institution n'a pas fait disparaître le pays mais lui a au contraire permis de se pérenniser en lui permettant d'entrer dans une nouvelle ère de modernité.

Aucun changement sociétal ne saurait advenir par simple décret, ce point-là est acquis. Mais son environnement, le contexte international dans lequel elle évolue, lui, n'attend aucun décret humain pour changer. Et il arrive que la société doive s'y adapter, comme à l'évidence dans le monde actuel. Cette hypothèse va donc dans le sens du changement sociétal que nous dicte déjà la simple intuition. Dans ce cas, nous savons que la seule piste d'action est strictement institutionnelle. Les mœurs, traditions et coutumes suivent leur propre voie et survivent à toutes les restructurations imposées par l'histoire. Nous pouvons donc déjà à ce stade balayer comme irrémédiablement vouées à l'échec toutes les velléités révolutionnaires dictées par la pensée comme, pour ne prendre qu'un exemple dans l'air du temps, celle qui prétend balayer nos cultures nationale, occidentale, gréco-latine, chrétienne, que sais-je encore, au profit d'une nation projetée, refondée par l'imaginaire sur des « valeurs » décrétées, comme une hypothétique coexistence pacifique de mœurs,



traditions et coutumes d'origine diverses, et qui inclurait au même titre que d'autres celles de l'ancienne nation défunte, ce qu'on appelle parfois « créolisation » de la société. Comme toute vision séduisante sur le papier, celle-ci renvoie au mythe de l'horizontalité dont nous avons déjà parlé, à savoir une structure irrémédiablement condamnée par son instabilité intrinsèque.

La France n'est pas un concept, pas plus que n'importe quel autre pays. Son histoire est européenne, occidentale et chrétienne. Mais c'est aussi une nation européenne qui a su s'ouvrir à l'outremer. C'est aussi une nation occidentale qui a su s'ouvrir à d'autres cultures et d'autres origines. C'est enfin une nation de tradition chrétienne, qui a néanmoins trouvé la force de se proclamer laïque et respectueuse de toutes les confessions. L'histoire se moque de ce que les hommes écrivent sur le papier. Elle a sa vie propre et l'*imperium* d'une nation se forge par la culture originale qu'elle produit, par acculturation souvent, mais certainement pas par un voisinage décrété de cultures éparses. Définir la France comme une terre de cohabitation pacifique entre chrétiens, juifs et musulmans, ou bien comme un pays chrétien, ou juifs, musulmans, et mêmes athées, y forment des citoyens à part entière au même titre que les autres, ne se réduit pas à jouer sur les mots. Car entre ces deux nuances, il n'y a rien de moins qu'une potentielle remise en cause de l'identité nationale forgée par le temps et garante de sa cohésion, et donc porteuse d'une instabilité de nature à compromettre, justement, le côté « pacifique ». Il convient donc de rejeter définitivement toutes ces lubies qui prétendent projeter dans le réel tout produit de l'imaginaire, quel qu'il soit, aussi séduisant qu'il puisse sembler de prime abord, comme s'il suffisait de les répéter jusqu'à la nausée pour les voir un jour advenir par la seule magie du verbe. Nous n'avons pas plus créé notre Nation que notre *imperium*. Nous l'avons reçue en héritage, et il importe de la considérer telle qu'elle est, et non telle qu'on la rêve, sous peine de ne jamais atteindre l'adhésion nécessaire. Et c'est bien dans cet esprit qu'il faut entendre la question opposant « projet politique » et « projet de société ».

A l'heure actuelle, l'offre électorale ne propose que des projets politiques, aucun projet de société, sauf effet de manche rhétorique. Tous ces programmes reposent sur la vision actuelle de la société, qui est capitaliste et libérale. Dans cette vision, la chose publique est réduite à la position d'un simple agent économique parmi d'autres et, à ce titre, soumise comme eux à la supposée « réalité » des marchés. Un programme politique qui s'appuie sur cette société ne peut donc aucunement être qualifié d'alternatif, quelques soient les accents de circonstance pris à la tribune. Le seul facteur à considérer est la



perspective réelle de changement sociétal. Or celle-ci n'apparaît ni dans les appels à la dite « lutte sociale » qui, toute nécessaire qu'elle soit, suppose néanmoins de fait la perpétuation de deux camps antagonistes à jamais en lutte ; ni dans la perspective de développement durable, puisque l'idée même de développement suppose la perpétuation de l'activité humaine qui, dans ses modalités actuelles, reste mue par la croissance économique ; et encore moins évidemment, dans les appels au repli sur soi des trompettes faussement nationalistes, en réalité libérales sur le plan économique, et donc de fait favorables au libre échange mondial qui tient les nations sous sa coupe. La seule chose qu'un programme politique ordinaire ne peut remettre en question, c'est le cadre social même dans lequel il s'exprime. Il visera donc au mieux l'alternance, le cas échéant à visée redistributive, sociale ou écologique, étiquetée selon le cas « libérale », « écologique » voire « de gauche », mais jamais une véritable alternative sociétale. Pour être qualifié d'alternatif, un programme politique ne peut que s'appuyer sur le projet d'une société qui, par définition, reste à fonder.

*Imperium* ne défend pas un projet politique mais un projet de société alternative (entendez bien : institutionnellement parlant), et il reviendra aux offres politiques qui voudront suivre son cap structurant de proposer les projets politiques correspondants. Car, nous l'avons vu, promouvoir un projet de société n'est pas leur rôle. Il ne le feront donc jamais sans la pression sociale du corps électoral, autrement dit de notre *Imperium* à tous, nous tous, ensemble !

Des évolutions structurelles de la société, l'histoire en a déjà connues par le passé. On les nomme « révolutions ». Pour rappel, révolution ne veut pas forcément dire soulèvement. C'est au sens propre le fait de rendre révolue une situation passée, comme pour la révolution industrielle par exemple. L'histoire nous enseigne que les révolutions nécessaires sont inéluctables. Si elles doivent se produire, elles se produisent fatalement. Nous n'avons éventuellement prise que sur leurs conditions d'accomplissement, sauf à disparaître purement et simplement. La France, par exemple, a guillotiné son roi quand la Grande-Bretagne gardait le sien. Pourtant, les mêmes déterminants sociaux étant à l'œuvre pour tout le monde, le Royaume-Uni est devenu une république de fait, avec un gouvernement démocratique et un monarque purement symbolique à sa tête. Si la révolution est inéluctable, elle peut cependant être subie... ou convenablement orientée.

Pour être clair donc, c'est bien d'une révolution dont nous sommes en train de parler. Il convient cependant d'en parler correctement, c'est-à-dire comme un appel à nous saisir démocratiquement de notre destin, et non à

---



renverser bêtement la table. Toutefois, malgré cette précaution, il reste qu'une telle perspective peut rebuter un esprit raisonnable, en particulier au souvenir des égarements historique du siècle dernier. Convenir d'une telle nécessité requiert donc une solide argumentation. Quels motifs raisonnables peuvent conduire à envisager cette option ? Et bien, pour commencer, le fait d'avoir épuisé toutes les autres, comme nous l'avons fait dans la vidéo précédente, témoigne déjà d'une probable obsolescence du cadre social actuel. On peut être aussi, le cas échéant, animé par une plus haute idée de la condition humaine que l'horizon étriqué de la société de marchand de tapis qu'on nous impose sous le nom hypocrite de libérale. On peut aussi refuser l'étirement perpétuel de l'échelle sociale d'une société à deux vitesses destinées à ne jamais se rencontrer. Mais le premier motif est tout simplement de dégager un horizon des possibles désespérément hors d'atteinte dans l'ordre économique actuel. Un relatif consensus sur ce point dans l'opinion dispense ici de longues démonstrations sur les obstacles structurels du capitalisme, sur lesquels je reviendrai de toutes façons dans la vidéo consacrée au post-capitalisme.

Il y a cependant une autre raison, moins évidente à première vue mais qui mérite qu'on s'y arrête. En observant la succession des sociétés au cours de l'histoire, on voit qu'elles suivent toujours les mêmes déterminants : une classe dominante émerge en réponse à des attentes sociales, puis, une fois celles-ci satisfaites, d'autres se font jour. La noblesse d'ancien régime, par exemple, a répondu à l'attente sociale d'ordre du Moyen-âge émergent, pour la sécurité des personnes comme pour la stabilité nécessaire à l'essor d'une économie alors essentiellement agricole. Plus tard la classe industrielle répondra à d'autres attentes sociales. Dans tous les cas, l'histoire n'offre que deux possibilités aux élites du moment quand les attentes évoluent : soit elles parviennent à évoluer de même, et elles s'adaptent, soit elles se font remplacer. C'est ainsi notamment que la bourgeoisie a supplanté l'ancienne aristocratie à la Révolution.

À chaque fois le scénario est le même : à des besoins sociaux répondent des entrepreneurs qui œuvrent, et c'est là le point essentiel, non par altruisme mais parce qu'ils y trouvent leur intérêt. À chaque fois une convergence s'établit entre l'attente sociale et les intérêts propres de la classe qui y répond : pour le seigneur, la sécurité publique contre un fief, et le pouvoir qui va avec bien sûr, pour l'industriel des produits de consommation contre du capital, etc., tout cela à chaque fois sanctionné, évidemment, par de substantielles richesses et une position sociale privilégiée. Dans ces conditions, imaginer un ordre à venir entre deux sociétés ne devrait à priori pas poser de problème, sans recours à aucune



divination : il suffirait pour anticiper les temps à venir de déterminer l'attente sociale du moment, puis de considérer qui dans la société, plus exactement quelle classe sociale ou quelle catégorie socio-professionnelle, dispose à la fois d'un intérêt et des moyens d'y répondre.

Et c'est que le bât blesse ! Avec des demandes comme plus de sécurité, plus de nourriture, plus de biens de consommation, etc., pas de problème ! Qui offre une réponse gagne le haut du pavé. Mais aujourd'hui, l'attente sociale est d'une nature inédite : une production plus raisonnée et plus durable, une répartition plus équitable de ressources raréfiées... autrement dit moins de production, avec le moins d'impact possible sur nos modes de vie. Pour la première fois sans doute de l'histoire, la nouvelle attente sociale ne s'exprime pas en termes de plus... mais en termes de moins. Cette situation a ceci de caractéristique qu'elle n'offre aucun avantage substantiel pour aiguïser les appétits d'entrepreneurs qui pourraient songer à y répondre. Qui pour vendre moins ? Qui pour mieux répartir ? Qui pour fabriquer durable (donc moins de renouvellement) ? Qui pour économiser les ressources nécessaires à la production ?... Personne ! Personne à part nous ! Nous, le peuple dit « souverain », sommes les seuls à y trouver intérêt. Et ça c'est sans précédent ! Pour la première fois de l'histoire, nous attendrons en vain un hypothétique sauveur, ou une hypothétique nouvelle classe émergente. Nous sommes bel et bien seuls, et livrés à nous-mêmes.

On devine à ce stade que l'accomplissement du cap structurant risque de prendre un peu de temps, alors que l'attente sociale, elle, est forte et immédiate. Certes, mais ce temps est toutefois incompressible une fois admis qu'il n'y a pas d'autres voies. Mais surtout, cela ne veut pas dire que d'autres avancées ne seront pas perceptibles dans l'intervalle. Car le fait même d'adopter un nouveau cap impliquera aussi de pouvoir enfin se débarrasser du carcan idéologique de la dérégulation à tout prix, et de nombreuses initiatives s'en trouveront libérées (ici au sens positif du terme). Sous l'impulsion politique appropriée, de nouveaux modèles économiques pourront être expérimentés, comme ceux basés notamment sur les circuits courts ou la transition énergétique ; sur d'autres modèles de valeur (j'y reviendrai), sur la consommation circulaire, le recyclage, l'économie collaborative, l'entrepreneuriat social, le financement participatif, l'économie de l'innovation frugale, la sauvegarde et la valorisation des biens communs, un développement territorial basé sur de nouvelles mobilités à l'heure de la fin programmée du tout carbone, des chantiers colossaux de construction ou de rénovation immobilières pour réduire les passoires thermiques, et tant d'autres pistes propres à alimenter des projets politiques développés certes dans le cadre actuel, mais libérés par



une nouvelle perspective historique que la puissance publique, désormais dotée d'un cap structurant, sera enfin résolue à imposer, et pour lesquels elle saura réaffecter les ressources disponibles (là aussi, j'y reviendrai).

Car avant de détailler tout cela, une question à ce stade reste ouverte. Si, comme le disait Spinoza, nous ne pouvons réaliser consciemment tout produit de la pensée et si, comme nous venons de le voir, aucune catégorie sociale potentiellement dominante ne répondra à l'appel, alors comme diable allons-nous faire ? Afin d'illustrer cela aux enfants de six ans que nous sommes, le plus simple est de recourir à une petite métaphore parlante : imaginons-nous, donc, tous dans un même bateau descendant un fleuve au gré du courant. Le bateau et ses occupants, nous tous, symbolise évidemment la condition humaine et le cours du fleuve celui de l'histoire. Premièrement, on ne peut évidemment remonter vers la source, comme le rêvent certains populistes nostalgiques. On peut d'échiner à ramer à contre-courant, aucune chance de rebrousser chemin. D'autres proposeront plutôt : « à gauche toutes ! » ou « à droite toutes ! » (en l'occurrence à bâbord ou à tribord). On voit bien la chute : on finirait inmanquablement par s'échouer sur un rivage, d'un côté ou de l'autre. Le cours de l'histoire est fait de coups de barres à gauche et de coups de barre à droite, mais le bateau suit inéluctablement le lit du fleuve. Voilà pourtant le point essentiel : nous avons la main sur le gouvernail. Et il arrive parfois que le fleuve arrive à un embranchement. C'est à ces moments précis que se présente l'opportunité historique de changer de cap !

L'histoire est pleine de ses opportunités de changement de cap, saisies ou ratées : certaines spectaculaires comme la Révolution, d'autres moins connues. L'une d'elle, pour ne citer qu'un exemple, me laisse parfois rêveur. Tout le monde connaît les explorations maritimes entreprises à partir du XVe siècle et la colonisation européenne à travers le monde qui a suivi. Ce qui est moins connu, du moins du grand public occidental, c'est que nous n'avons pas été les premiers. Plus de 70 ans avant l'arrivée de Christophe Colomb aux Amériques, un grand explorateur chinois avait déjà sillonné l'océan indien, ouvrant même des comptoirs tout au long de la côte africaine orientale. Et puis, un beau jour de 1421, un empereur décida d'interdire toute nouvelle navigation et ordonna la destruction de tous les navires, pour reporter l'attention des chinois sur leur frontière nord. Et c'est au moment où les Ming lançaient leur vaste chantier de construction sur la Grande muraille que nous nous lancions à notre tour sur les flots. Qui peut imaginer à quoi ressemblerait le monde d'aujourd'hui si un seul homme n'avait pas pris un jour une décision particulière, privant les chinois de leur avance à l'aube des grandes



découvertes ? Nul doute que le monde moderne eut été très différent de celui que nous connaissons. Meilleur ou pire, nous ne le saurons jamais, mais différent, c'est certain.

Nous avons donc la main sur le gouvernail, ce point-là est acquis. Il reste à savoir si sommes-nous arrivés face à un embranchement de l'histoire ? Et bien oui, sans le moindre doute possible ! Soit nous poursuivons notre route vers notre fin programmée néo-féodale, une société à deux vitesses dont l'échelle sociale continuera à s'étirer, au bénéfice croissant d'une minorité et au détriment du plus grand nombre, du moins jusqu'à ce que la Terre siffle la fin de la récréation, soit nous optons pour un destin collectif, pour peu que nous décidions tous ensemble de nous en saisir au lieu de rêver à des sauveurs hypothétiques. Et ceci est largement à notre portée, autant que le gouvernail à portée de nos mains. Pour l'heure, ce sont celles des lobbies qui s'y agrippent pour le bloquer dans une direction. Pour forcer un nouveau cap, toutes nos mains unies ne seront pas de trop. Il nous suffira pour cela de fixer par la pression sociale un cap à l'action politique qui l'amène à structurer son offre en fonction de ses réquisits, pour peu que nous sachions les énoncer clairement, et surtout rester fermes dans nos résolutions.

La vidéo précédente a ouvert quelques premières pistes. En voici d'autres. Le premier impératif, nous l'avons dit, est de trouver la voie d'un dépassement du capitalisme. Nous y reviendrons plus en détails dans la vidéo suivante consacré au post-capitalisme. Car, avant cela, un obstacle évident apparaît sur lequel nous ne saurions faire l'impasse : le problème de notre dépendance envers les marchés mondiaux, pour des biens de première nécessité ou des matières premières essentielles. Aujourd'hui, la compétition économique impose un acharnement productiviste qui raréfie, et donc renchérit, ces ressources précieuses. A terme, nous pouvons imaginer en desserrer l'étau par davantage de sobriété économique, les relocations et le progrès technique. Mais à court terme, nous sommes encore dépendant pour l'obtention de ces ressources des règles de la concurrence mondiale. Or, chacun sait qu'en matière de concurrence, l'avance n'est jamais éternelle. Dans un monde marqué par une polarisation en hyperpuissances antagonistes – USA, Chine, Russie, peut-être demain Inde et Brésil – ce n'est pas verser dans le pessimisme que d'anticiper le recul de nos marges de manœuvre. Plus grand monde n'accorde foi aux paroles formatées de nos diplomates lorsqu'elles affirment solennellement vouloir « relancer les négociations », « porter haut la voix de... » et autres fadaïses similaires. Nos élus se vantent de taper du poing sur la table, et puis...? Et puis rien ! Ils reviennent tout satisfaits de pouvoir présenter à leurs opinions publiques des



« avancées » prétendument arrachés de haute lutte... en réalité concédées par un adversaire avisé justement pour l'aider à calmer les esprits à son retour. Et ce ne sont pas quelques succès commerciaux obtenus ici ou là par opportunité qui modifient sensiblement la tendance de fond.

Les questions qui devraient plutôt nous préoccuper sont : Que reste-il aujourd'hui de nos matières premières ? Que restera-t-il demain de notre agriculture, de notre industrie, bref de nos productions de richesses réelles ? On se berce d'innovation et de compétitivité. L'innovation ? Il en faut évidemment, mais elle finit trop souvent copiée ou rachetée. La compétitivité ? Elle s'obtient pour beaucoup au détriment du pouvoir d'achat que les retournements de conjoncture ne relèvent plus. Combien de temps le secteur des services, qui absorbe 70 à 80% de nos économies développées, suffira-t-il à soutenir une avance économique qui nous est de plus en plus âprement disputée ? L'histoire humaine n'enseigne que trop que la roue tourne pour tout le monde. Elle enseigne surtout que l'adversité face à l'environnement hostile fut de tous temps l'unique moteur constitutif des Nations. S'agrandir pour peser dans les rapports de force : voilà ce qui a forgé nos États-nations actuels. Le processus s'est poursuivi sur une échelle historique, et nous sommes loin d'en être arrivés au bout. Aujourd'hui notre Nation européenne, déjà constituée culturellement, n'est divisée politiquement que par les circonstances de l'histoire. Il suffirait d'une volonté populaire pour y remédier.

Sans doute celle-ci n'est encore acquise partout dans l'Union. Une Europe progressiste, surtout au sud, s'oppose à une Europe libérale, principalement au nord. Alors, privé à ce jour de consensus à l'échelle européenne, un groupe de pays aux intérêts convergents et d'un poids économique suffisant peut en former la matrice, comme le firent autrefois les six pays fondateurs de l'Union européenne. De tels groupes existent déjà, comme le Conseil nordique ou le groupe de Visegrád. La France aussi fait partie d'un groupe. Le groupe « EuroMed 7 », ou « Med 7 », ou encore « EuroMed » tout court, réunit la France, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Grèce, Chypre et Malte, sept pays de culture homogène. Ce groupe, plutôt informel, se résume à ce jour à une ou deux rencontres annuelles de pure forme. Mais, correctement animé, il pourrait former la base d'une Fédération européenne, au cœur même de l'Union, d'un poids suffisant pour imposer des modèles économiques parallèles, pour desserrer l'étau de la contrainte concurrentielle sur le pouvoir d'achat, pour imposer de nouvelles normes sociales, comme la dignité en lieu et place de la lutte pour la survie que cache mal le concept hypocrite de



« concurrence », pour resserrer l'échelle sociale, trouver les voies de la sobriété économique, réduire la pauvreté et l'isolement des laissés pour compte, en bref pour retrouver le vrai sens du mot « Nation ».

Voilà un dessein que peut porter la pression sociale, dans les modalités énoncées dans la vidéo précédente. Nos débats peuvent aussi développer les pistes économique ouvertes par une nouvelle Fédération européenne, comme la notion de biens essentiels, tels que définis au paragraphe II-6 de la Déclaration de principes, mais aussi sur les modèles économiques alternatifs : la consommation circulaire, l'innovation frugale, les biens communs, la monnaie fondante et bien d'autres. On peut aussi réfléchir aux nouveaux rapports sociaux induits par ces modèles. Un exemple parmi d'autres : la seule loi du marché est-elle pertinente pour déterminer la rémunération de nos agriculteurs qui les maintient dans la pauvreté ? D'autres modes de calculs, qui tiendraient compte de la réalité du travail effectif, ne rendrait-il pas tout simplement obsolète ce qu'ils vivent comme de l'assistanat ? Ce ne sont pas les sujets qui manquent, sans oublier bien sûr tous ceux que vous estimerez opportun d'aborder, suivant le cap de l'avènement d'une Fédération européenne doté d'un poids économique et politique suffisants pour imposer de nouveaux modèles économiques.

C'est ce que nous allons développer dans la prochaine vidéo consacrée au post-capitalisme.

*Hasta siempre*

### . # 3 – Le post-capitalisme

Bonjour. Je suis Paul Vicich, initiateur d'*Imperium* et auteur de sa Déclaration de Principes, disponible dans le site web [imperium-online.eu](http://imperium-online.eu).

Après les deux vidéos précédentes, Pourquoi *Imperium* ? et Le cap structurant, que je vous invite, si ce n'est déjà fait, à visionner avant celle-ci pour une meilleure compréhension, nous allons maintenant développer le post-capitalisme. Première précision : nous ne parlons pas ici d'anticapitalisme, qu'on entend généralement par une condamnation morale du capitalisme. De fait, c'est un système qui engendre une forte inégalité sociale, la soumission des citoyens à une élite économique, le désenchantement du monde par la valorisation de l'égoïsme individuel, sans oublier bien sûr son productivisme à outrance qui détruit l'environnement. Tout cela est vrai. C'est un système immoral autant qu'un danger pour la planète, tout le monde est d'accord là-dessus, hormis peut-être quelques rêveurs toujours moins nombreux.

Certes, mais ce n'est pas l'objet de notre propos. Rappelez-vous les mots

---



de Spinoza : il est impossible de « déterminer par la pensée ce qu'ensuite la seule volonté suffira à mettre en pratique ». Si donc un système, aussi immoral soit-il, n'était pas encore parvenu au terme de son cycle historique, il ne resterait qu'à prendre son mal en patience. Mais si ce rôle historique est bien révolu ou en passe de l'être, on entre alors dans une autre dimension qui est, pour ce qui nous préoccupe aujourd'hui, celle du post-capitalisme. En résumé, l'anticapitalisme est une valeur, le post-capitalisme un moment de l'histoire.

Nous avons vu précédemment que toute révolution historique était inéluctable. En toute logique donc, si le capitalisme achève son temps historique, comme semble l'attester un consensus de plus en plus large sur ce point, sans même parler de l'urgence écologique, nous devrions fatalement assister à son dépassement inéluctable. Seulement voilà, ce dépassement tarde à l'évidence à pointer, et la raison, nous l'avons expliquée dans la vidéo précédente : il n'existe aucune classe sociale qui ait à y gagner, étant admis que chacune ne travaille qu'à son intérêt immédiat. Cela nous conduit à une impasse qui semble confirmer la célèbre citation d'Antonio Gramsci : « Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres » (inutile de préciser qui sont les monstres en question).

Si nous sommes bien dans ce clair obscur, nous avons déjà déterminé qui peut y mettre un terme : nous, le peuple souverain, par la voie de notre *imperium*, et personne d'autre. Il ne reste donc qu'à déterminer si nous sommes bien dans ce clair obscur entre le monde capitaliste et son successeur post-capitaliste. Et cela implique de savoir exactement de quoi on parle, et donc de bien saisir ce que sont, par ordre décroissant, le capitalisme, le capital, la monnaie, et enfin la valeur. Évidemment, annoncé comme ça, on sent déjà pointer les migraines ! Pas de panique, nous allons expliquer tout ça aux enfants de six ans que nous sommes tous.

D'abord, il importe de différencier le mouvement capitaliste du système capitaliste. Ce sont deux choses différentes. Le mouvement est un réflexe commun : si vous achetez un objet quelconque parce que vous spéculiez sur une augmentation de sa valeur, vous réalisez un mouvement capitaliste, et à sa revente, une plus-value capitaliste. Il va de soi que notre propos ne s'oppose pas au mouvement lui-même. Nous ne parlons pas ici de croisade idéologique. Non, le post-capitalisme n'a de sens que que dans l'opposition au système capitalisme, c'est-à-dire un système économique et social dont les institutions accordent la primauté au mouvement capitaliste, issu de l'initiative privée, pour la création de richesses, et par là de ses propres ressources par le biais de l'impôt. C'est



cette primauté, de plus en plus exclusive, que nous allons questionner ici. Nous ne parlons donc pas des errements du siècle dernier, productivisme planifié ou socialisation globale des moyens de production, mais d'une évolution vers une structure économique et sociale qui, sans nécessairement abolir le réflexe d'investissement capitaliste ni l'initiative privée, accorderait néanmoins leur place, partout où c'est nécessaire, à des systèmes alternatifs de production et d'échanges actuellement phagocytés par le capitalisme, plus spécifiquement pour la production des biens et services qui répondent aux besoins essentiels et aux charges contraintes qui handicapent le pouvoir d'achat.

Ces besoins essentiels sont listés au paragraphe II-6 de la Déclaration de principes : l'eau, la nourriture, l'environnement, le logement, etc. Qui n'a jamais entendu évoquer les bas revenus en ces termes : une fois les factures payées, il me reste tant pour vivre, souvent peu voire très peu. Les « factures » en question, voilà bien le premier rival du pouvoir d'achat. Ce sont les charges contraintes. Dans un système capitaliste, elles partagent avec les charges consenties le fait de dépendre des mêmes lois de la plus-value capitaliste, ce qui est aberrant. Dans ces conditions, la seule voie possible d'amélioration du niveau de vie passe par les augmentations de salaire qui, par la suite, soit compromettent la compétitivité et donc l'emploi, soit se voient annulées par l'inflation. En clair, l'économie se comporte comme un chien courant perpétuellement après sa queue sans jamais l'attraper. On devine déjà à ce stade que la solution ne passe pas par une augmentation des moyens, mais bien par la réduction de ces charges contraintes, que laisse entrevoir un circuit économique parallèle basé, non sur la plus-value, mais sur la seule réduction des coûts et les économies d'échelle.

Le problème avec cette idée, c'est qu'ainsi énoncée elle semble évidente. On peut donc logiquement en déduire que si c'était aussi simple, quelqu'un y aurait pensé depuis longtemps. Encore un bel exemple d'étonnement philosophique qui pousse à chercher là où ça coince, et de là, logiquement, à vouloir comprendre ce qu'est exactement le capitalisme ? Entre autres approximations, j'ai eu l'occasion de lire : « le capitalisme, c'est du potentiel productif accumulé ». En un sens, c'est vrai, mais pas dans le sens commun. Le profane imaginerait en effet ce potentiel sous une forme matérielle : des usines, des outils, etc. Or, c'est impossible, car toute chose matérielle s'use, se dégrade ou finit dépassée par le progrès ou des procédés plus productifs, impossible donc à accumuler. Il y a pourtant bien, à l'évidence, une accumulation capitaliste, comme en témoigne la transmission des fortunes d'une génération à l'autre, et cependant, elle ne peut rien concerner de matériel (hormis



quelques valeurs dites « refuge » comme l'or, etc.). Comment résoudre énigme contre-intuitive ? La seule conclusion possible est que le capital est par essence immatériel. Ce n'est pas possible autrement. Et là, l'esprit rationnel se braque. Et c'est là que, une fois encore, notre petit jeu de métaphore simple et parlante aidera à éclairer comment le mouvement capitaliste naît justement de ce constat.

Disons donc que je possède... une pomme ! Dans ce fruit, je possède deux choses distinctes : d'abord le fruit en tant que tel, que je peux manger, ou bien un moyen d'échange potentiel, si je convoite autre chose de valeur comparable. Ma pomme renferme donc, d'une part une valeur d'usage, d'autre part une valeur d'échange. Admettons pour simplifier qu'elle vaille un Euro. En clair, il s'agit donc bien de monnaie, à hauteur d'un Euro. Mais, en l'occurrence, cette monnaie-là présente un gros défaut, car elle va se déprécier dès que la pomme se gâtera. C'est ce qu'on appelle typiquement une monnaie fondante, et c'est la raison pour laquelle on ne peut pas l'appeler « capital ». Marx utilisait le mot « trésor ». En terme plus actuel, je parlerais pour ma part de « possession ». C'est pour transformer cette simple possession en capital que va intervenir ce qu'on appelle le mouvement capitaliste. Comment fonctionne-t-il ? Et bien en pratiquant là encore une opération bien contre-intuitive. La pérennisation de ma possession commencera nécessairement par une... dépossession ! Et oui, de façon tout-à-fait logique, je dois me débarrasser de cette pomme avant que la nature ne m'en prive. Pour cela, je peux la céder, par exemple, contre paiement d'une pomme fraîche le lendemain. En réalisant la même opération chaque jour – le raisonnement est certes simplifié à l'extrême mais c'est pour aider à comprendre – et bien je réaliserai un chiffre d'affaires annuel de 365 pommes, qui m'assurera un capital de... une pomme, ou plutôt un euro, la valeur de ma possession pérennisée par le mouvement perpétuel de dépossession / repossession, ce qu'il est convenu d'appeler investissement et retour sur investissement.

On voit bien ici la nature immatérielle du capital. Il n'est en effet matérialisé dans aucun fruit qui ne fait que transiter par mes mains avant de disparaître. Sa substance n'est rien d'autre que le simple fait de disposer à tout moment d'une pomme, jamais la même, ou plus exactement de son équivalence en valeur d'échange. Dit encore autrement, la substance de mon capital est un droit, rien d'autre qu'un simple droit, à hauteur de un euro dans notre exemple, sur une pomme ou quoi que ce soit d'autre du même montant. On voit dans ce mouvement la pérennisation de la valeur, mais pas encore son accumulation. Pour cela, il faut considérer que, dans la réalité, l'investisseur capitaliste se se

---



limitera évidemment pas à un simple échange de pommes. Il multipliera ses produits et ses clients, mais surtout, le retour sur investissement ne s'effectuera pas au moyen du même produit, mais par un autre de valeur équivalente et spécialement conçu pour l'échange, et qu'on appelle la monnaie. Et là, l'accumulation devient évidente. Par la spéculation, d'abord, c'est-dire parier sur le fait qu'un produit acheté aujourd'hui vaudra plus cher demain, mais surtout par l'intérêt, c'est-à-dire l'exigence de retour d'une valeur supérieure à celle investie, sous l'alibi de la prise de risque. Effectivement, un débiteur peut faire défaut, et la perte peut être compensée par les intérêts des autres. Je dis cependant « alibi » car, si c'était la seule justification, et bien, en toute logique, l'intérêt n'assurerait que la simple pérennité du capital et non son accumulation.

Quoi qu'il en soit, l'important est l'essence immatérielle du capital. Nous l'avons vu, celle-ci n'est constituée que d'une simple équivalence en valeur d'échange, ce qu'il est convenu d'appeler valeur monétaire. Et là, l'esprit rationnel se braque encore. « Comment ? L'argent immatériel ? Donnez-moi un peu plus cette chose immatérielle et c'est très matériellement que je vivrais mieux ! » Certes. Et pourtant, ce paradoxe apparent se résout très facilement. C'est tout aussi matériellement, par exemple, qu'on se sentirait mieux ou moins bien selon que l'on gagne ou perde quelques degrés centigrades. Et pourtant le degré n'existe pas. C'est l'évolution de la température qu'on ressent, une grandeur bien physique elle. Le degré centigrade, lui, n'est qu'une création humaine. La nature ignore tout d'une telle échelle, l'évolution de la température suivant une pente continue. Ainsi en va-t-il de l'argent qui n'est rien d'autre qu'une échelle, tout comme le degré Celsius. Ce n'est pas l'argent lui-même mais ce qu'il mesure qui impacte nos vies. C'est cette réalité que recouvre cette affirmation obscure qui parcourt le web : « l'argent n'existe pas ».

Et non, comme le degré, il n'existe pas ! Ce qui n'aide pas vraiment à l'apercevoir, c'est la confusion fréquente entre l'argent et l'une de ses nombreuses formes : les pièces et billets de banques. Pourtant, il suffit là encore de quelques raisonnements simples pour dépasser cet amalgame. D'abord le fait que l'argent liquide ne représente que 10% environ de la masse monétaire totale en circulation. Mais alors sous quelles autres formes existent les 90% restants ? Ensuite, réfléchissons un instant à ce petit défi logique : en tenant entre vos doigts un billet de dix Euros, dites-vous bien que l'affirmation « je tiens dix euros dans ma main » est fautive. Et oui, fautive ! Car, quelque soit la nature de l'objet que je tiens entre mes doigts, je n'en tiens qu'un seul et non pas dix ! Oui mais ça vaut dix euros, me direz-vous. Et bien oui, justement, ça n'est pas, « ça vaut » ! On retrouve notre équivalence de tout-à-l'heure. Nous tenons donc un objet,



appelons-le « billet », qui n'est pas, mais qui vaut 10 euros. Nous l'échangerons peut-être comme un autre objet valant aussi dix euros. Une bouteille de vin par exemple. Ce qui veut dire que nous échangerons deux objets qui ont en commun d'avoir la même équivalence exprimée en euros, des euros qu'on ne voit eux-mêmes nulle part. D'où ce paradoxe : dans l'échange de ces deux objets, un seul est appelé « produit » et l'autre « moyen d'échange ». Mais si les deux sont pareillement des produits, dire que j'achète le billet en le payant avec l'autre produit comme monnaie a autant de sens économique de l'inverse. L'échange est parfaitement réversible.

Le billet n'est donc pas un moyen d'échange par nature, c'est un objet de consommation comme n'importe quelle autre marchandise, qui a juste la propriété de voir son équivalence monétaire inscrite dessus, et n'est réputé « moyen d'échange » que parce qu'il n'a été créé que pour cet usage, et accepté comme tel par tous. Là où ça coince en réalité, c'est dans la confusion entre l'argent moderne et sa forme ancienne, par exemple une pièce d'or (bon là, ce n'est pas une vraie, c'est une simple médaille pour figurer notre pièce). Beaucoup voient ces deux objets comme identiques par nature, alors qu'elles sont en fait très différentes. La pièce contient la valeur dans son métal même. On comprend facilement que, pour acheter deux bouteilles, il me faudra deux de ces pièces, ou alors une seule qui fasse exactement deux fois la masse de celle-ci, alors qu'un billet de 10€ est loin d'avoir deux fois la taille d'un billet de 5€. C'est que, dans leur cas, la valeur n'est pas contenue dans l'objet mais juste écrite dessus. Ce ne sont finalement que de simples bons d'achat à hauteur du montant indiqué. La seule différence de nature avec ceux émis par un magasin est qu'il sont acceptés partout, pour n'importe quel produit et sans limite de validité. Mais dans tous les cas, le véritable argent, lui, s'est totalement évaporé de l'échange, et n'est plus exprimé qu'en termes d'équivalence pour chaque produit, pièces et billets compris.

L'argent lui-même, dans sa forme moderne, est donc réduit à un rôle fantomatique ; celui d'une simple échelle de valeur servant à mesurer autre chose. Comme le degré Celsius sert à mesurer la température, l'argent lui, mesure la valeur d'échange. Et c'est là que nous touchons au cœur du système. Qu'est-ce que la valeur d'échange ? Ce n'est rien d'autre qu'un simple ordre de grandeur comparatif entre des produits échangeables. Dire par exemple que A vaut un euro et que B en vaut deux, c'est juste un moyen commode de dire que B vaut deux A. Et c'est comme ça qu'on a inventé le prix. Le prix, ce n'est qu'un simple moyen d'établir cette comparaison, dans une échelle convenue, entre n'importe quel produit ou service, en attribuant à chaque produit sa valeur



d'échange. Que cache cette valeur d'échange ? C'est justement ce qui nous intéresse ici.

Tous les économistes qui se sont penchés sur le concept de valeur se sont en fait surtout intéressés à sa source. La fameuse « valeur travail », notamment, vient de là. Mais pour ce qui nous concerne, ce n'est pas sa source qui nous intéresse, mais sa nature. En première intuition, on devine que la valeur d'échange, ou plutôt sa grandeur, évalue la force d'une demande pour un des objets de l'échange. Plus la demande est forte, plus la valeur d'échange, qui en donne la mesure, et de là le prix que le demandeur est prêt à payer, est élevée. En clair, le prix traduit dans une échelle numéraire convenue l'ampleur de la convoitise que suscite le produit proposé. C'est de là que vient le prix des choses, et non de leurs coûts de production, comme on le croit souvent à tort, qui ne font que s'adapter après coup. La valeur d'échange agrégée de toute la production d'un pays s'appelle le produit intérieur brut, le fameux PIB (il y a d'autres indicateurs, comme le PNB, mais sans intérêt ici). Le PIB mondial tourne, à peu près, autour de 75000 milliard d'Euros, soit environ dix fois la valeur estimée au cours actuel de tout le stock d'or de la planète. Cela dit assez que la richesse mondiale est bâtie sur une vue de l'esprit.

Cette « vue de l'esprit » ne peut cependant que continuer à croître sans fin, sinon plus d'investissement, et le moteur économique cale. L'augmentation continue du PIB est appelée croissance économique, qu'on associe généralement à la création d'emploi et au pouvoir d'achat. Contrairement à une idée reçue donc, la croissance ne désigne pas obligatoirement celle de la production, mais celle de sa valorisation, autrement dit de la somme agrégée de tous les prix que tous les convoiteurs sont prêts à payer pour ces produits. C'est ce qui explique notamment les croissances obtenues par raréfaction de l'offre quand celle-ci a pour effet de faire s'envoler les prix. Que la production augmente ou se réduise, l'essentiel est que la croissance de sa valeur d'échange globale, elle, soit continue. Et c'est précisément à ce point qu'apparaît un casse-tête logique.

La valeur de la masse monétaire mondiale reflète celle du PIB mondial, déjà dix fois supérieur à celle de tout l'or du monde. Imaginons un instant que nous revenions à l'usage de l'or pour nos échanges. Cela provoquerait une décroissance spectaculaire de 90%, ou alors il nous faudrait dix fois plus d'or. Avec un PIB décuplé (soit dans quelques générations selon le scénario), il nous en faudrait cent fois plus et ainsi de suite. La chose est évidemment impossible, mais même dans ce cas, nous serions alors confrontés à un problème inextricable, car l'or finirait par changer de statut, passant de rare à abondant... et donc sans valeur !

---



Voilà le dilemme : si la valeur d'une masse monétaire physique devait croître au même rythme que celle de la production, elle finirait inévitablement par perdre la source même de sa propre valeur, à savoir sa rareté, et le système calerait. Tout le casse-tête du système monétaire actuel, et du système capitaliste pour lequel il est conçu, est de parvenir à réaliser ce petit miracle : parvenir à rendre la rareté... abondante !

Autrefois, quand le monde offrait plus de richesses à convoiter que d'or disponible, tout allait bien, et la découverte de nouveaux gisements d'or dopait l'économie. Aujourd'hui, c'est la démesure de la masse monétaire qui menace l'économie. Car, pour résoudre ce casse-tête, on a inventé l'argent... qui n'existe pas ! Du moins pas encore, car pour régler le problème, il suffisait de créer l'argent... avant la richesse correspondante. C'est ce qu'on appelle le crédit, trop souvent confondu avec un prêt. Or, ce n'est pas du tout la même chose. Quand on prête quelque chose, cette chose existe obligatoirement déjà, alors que l'argent crédité, lui, sort de nulle part. Il est créé à partir de rien. Concrètement, ce n'est qu'une simple ligne ajoutée à un compte bancaire. Si votre banquier vous fait crédit (du latin *credo*, je crois), c'est qu'il croit, justement, que vous allez ensuite créer la valeur correspondante, qui sera matérialisée dans ce que le langage courant appelle « remboursement », et que l'économie nomme plus justement « destruction monétaire » (le crédit initial étant une création monétaire). Mais alors, direz-vous, si l'argent créé pour l'occasion est détruit à fin, ou est la nouvelle valeur ? Et bien c'est celle que vous aurez réussi à créer au moyen de ce crédit. Créer à partir de rien l'argent avant la richesse correspondante, c'est le tour de passe-passe qui a permis de résoudre le dilemme logique de la rareté abondante.

Mais là, l'esprit rationnel se braque encore une fois. Alors dans ce cas, pourquoi ne pas créer simplement tout l'argent dont on a besoin ? Parce que l'inflation se chargerait de l'évaporer à peine créé, si de la richesse réelle équivalente n'est pas créée en regard. Et même si c'était le cas, nous ne serions pas mieux lotis. Voyons cela à travers un exemple simple. En 2018, une bouteille d'un grand cru de Bourgogne a été adjugée à New York 482000 euros. Passons sur le côté immoral de la chose, pour prêter attention à ce petit miracle : la génération spontanée de 482000 euros sortis de nulle part. Ceux qui ont servi à payer la bouteille existaient déjà. En revanche, ceux qui correspondent à la nouvelle valeur de la bouteille, qui devient dès lors négociable pour ce prix, sont bien tombés du ciel. Pour être précis, cette valeur nouvellement créée est un peu plus faible, car au début de la vente, la bouteille était déjà estimée à 28000 euros (ce qui était déjà immoral). C'est donc la différence qui est créée, soit 454000



euros, non seulement miraculeusement sortis du néant, mais aussi appelés à s'apprécier avec le temps... à condition évidemment de ne pas boire le vin. Voilà pourquoi on ne peut pas « mettre ailleurs » l'argent du capital, comme le scandent certaines revendications sociales. Comment répartirait-on cet argent ? En vin, qui disparaîtrait à peine bu ? En parpaings, si on parle d'argent matérialisé dans un bâtiment ? Etc., etc. Ça aurait à peu près autant de sens que de vouloir prélever des degrés Celsius au Sahara au prétexte qu'il y en a trop, pour les mettre en Sibérie où ils manquent.

Quand on dit que l'État met de l'argent « sur la table », cela fonctionne de la même façon. Vous même pouvez vous y amuser. Signez une reconnaissance de dette au porteur de 1000€ et vous venez de créer 1000€ de toutes pièces, sortis du néant, puisque ce papier devient négociable pour ce montant. La seule contrainte c'est qu'après, vous devrez allonger de la valeur réelle pour un montant équivalent, sinon elle sera prélevée sur vos biens. Car la valeur de la masse monétaire ne peut excéder celle du produit réel, sinon l'inflation rétablit l'équilibre au détriment de la valeur de l'argent. On pourrait opposer que les augmentations de salaires serviraient à doper la consommation, et donc la création de valeur réelle. Oui, mais elle se perdrait dans des importations qu'il faudrait compenser par d'autres richesses produites ici, et on tournerait en rond. C'est un vieux débat qui divise les économistes, entre les partisans de la reprise par la demande ou par l'offre. C'est aussi le scénario catastrophe qui a abouti au tournant de la rigueur de 1983. De quelque angle qu'on prenne le problème, le système ne révèle que son absurdité.

Avec la bouteille à un demi million, on pourrait croire qu'on a touché le fond de l'absurde. Et pourtant, le capital a réussi à faire beaucoup... beaucoup plus fort, sans même parler des escapades orbitales de milliardaires déjà hors sol. Non, le summum est atteint avec l'art numérique ! L'art numérique, c'est l'art créé sur ordinateur, à priori invendable car, comme vous l'expliquera n'importe quel informaticien, un fichier informatique est duplicable à l'infini. Ce n'est en effet que du code. C'est l'ordinateur qui transforme ce code en image, musique ou tout ce que vous voulez. En copiant ce code, les notions « d'original » et de « copie » n'ont tout simplement aucun sens. Tous seront des originaux. Autant dire que le numérique bannit par conception le principe même de rareté, et donc de valeur marchande. Et pourtant, l'une d'elles a été vendue il y a quelques mois près de 60 millions d'euros ! Comment est-ce possible ? Et bien par l'utilisation d'une technologie appelée NFT (je laisse chercher sur le web ceux que ça intéresse). Sans entrer dans un détail



assommant, disons simplement qu'elle permet d'insérer dans l'œuvre numérique un code infalsifiable, validé par une chaîne de preuves sur Internet. Le fichier reste copiable, mais sans ce certificat numérique inséré dedans, ce qui permet maintenant de différencier un « original » d'une copie, du moins tant que durera Internet. On a réussi à reproduire dans le numérique la situation normale de l'art physique, mais ici de manière totalement artificielle. Parce que le système ne fonctionne pas sans rareté, on en est arrivé à l'introduire artificiellement jusque dans un produit qui la bannit pourtant par conception. C'est même l'objectif clairement avoué par les concepteurs de cette technologie : introduire la rareté là où elle n'existe pas pour permettre son commerce, comme si, sans cela, il n'y avait plus d'art possible ! Allez donc dire ça aux visiteurs de la grotte de Lascaux !

Là encore, on pourrait se contenter de fustiger la bêtise de nos semblables. Le sage, lui, confronté ici à un légitime étonnement philosophique, ne manquera pas de mettre en doute ce jugement rapide pour se demander ce qui lui échappe. Bonne pioche. Car une fois bien comprise la logique absurde du système, tout devient clair. Quand on parle de croissance, ce n'est pas celle du volume de la production, mais celle de sa valeur marchande. Ainsi par exemple, une abondance totale se traduirait logiquement par une décroissance totale, et il n'y aurait plus aucune masse monétaire. Mais ici, c'est bien cette masse monétaire qui doit croître, les produits échangés ne servant qu'à en soutenir la valeur. C'est ce qui explique, par exemple, l'obsolescence programmée de plus en plus rapide, pour accélérer le rythme des échanges, mais aussi les dérégulations et la casse des services publics, qui constituent une charge, alors qu'un service privé, même dégradé, participe au PIB et donc à la création monétaire (qui croit encore cette fable d'un meilleur service privatisé ?).

Voilà pourquoi le service public est condamné, au prix de services dégradés et toujours de plus en plus chers. Voilà pourquoi les charges contraintes vont continuer à augmenter et surtout pourquoi aucune politique n'y changera rien dans le cadre actuel. Car, englués dans cette fuite en avant insensée d'une croissance exponentielle de la masse monétaire, il faudra toujours de plus en plus de produits pour la payer, donc de plus en plus chers et au cycle de vie de plus en plus court. Et pour cela, tout est bon à prendre, même un service volontairement dégradé. Voilà pourquoi les inégalités poursuivront leur pente exponentielle, car pour payer un demi-million d'Euros une bouteille de vin, sans doute plusieurs millions demain, il faudra toujours plus de gens pour qui ce n'est que de l'argent de poche (qui l'achèterait sinon ?). Voilà



pourquoi il y aura toujours plus de pauvres. Voilà pourquoi les augmentations de salaire ne solutionnent rien, mais au contraire aggravent encore le problème, dans ce système-là, en créant plus d'argent nouveau. Voilà pourquoi l'âge de départ en retraite continuera inexorablement à reculer, car travailler contribue au PIB alors que la retraite est une charge comptable. Le système capitaliste n'offre aucune solution aux dégradations de niveau de vie... pour la simple raison qu'il en est la source !

Alors la solution devient évidente dès le problème correctement posé : soustraire à la voracité capitaliste les charges contraintes qui porte sur les biens essentiels, au profit de circuits économiques alternatifs, comme ceux basés sur l'économie circulaire et la monnaie fondante. Cela entraînera fatalement une baisse relative du PIB, mais celle-ci est déjà annoncée de toutes façons : nous devrions perdre plusieurs places sur l'échelle mondiale d'ici 2050, alors autant que ça serve à quelque chose. Mais surtout, cela implique un rapport de force avec les lobbies financiers. La force cependant, comme chacun sait, naît de l'union. Le groupe Euromed, aux intérêts convergents, conservera dans une union politique une puissance économique et un poids diplomatique de premier plan. C'est pourquoi l'avènement d'une Fédération européenne unissant ces sept pays est la première étape indispensable, et le premier sujet de débat à développer dans vos cercles de rencontre.

Pour ma part, je vous donne rendez-vous dans la prochaine vidéo consacrée à la valeur citoyenne.

*Hasta siempre*

### . # 4 – La valeur citoyenne

Bonjour. Je suis Paul Vicich, initiateur d'*Imperium* et auteur de sa Déclaration de Principes, disponible dans le site web [imperium-online.eu](http://imperium-online.eu).

À en juger par ce qui m'a été remonté jusqu'ici, le concept qui semble le plus difficile à appréhender parmi ceux abordés dans la Déclaration de principe est celui de « valeur citoyenne ». Il est pourtant essentiel à la cohérence d'ensemble. Et justement, pour garder à l'esprit cette vue d'ensemble, je vous conseille là encore de visionner ces vidéos dans l'ordre, donc d'avoir vues avant celle-ci Pourquoi *Imperium* ?, Le Cap structurant et Le Post-capitalisme.

Nous avons acté à ce stade la nécessité d'un cap structurant, c'est-à-dire un cap sociétal fixé à l'offre politique pour la structurer dans une direction post-capitaliste, et ce afin de contrer la fin néo-féodale à laquelle nous conduit inexorablement le libre-échange mondial. Nous avons surtout vu



pourquoi rien n'était à espérer des moyens de lutte classiques, ni des partis politiques ni même d'aucune classe sociale dominante dont les intérêts propres ne recourent plus les nôtres. Nous, le Peuple « souverain », nous retrouvons seul face aux défis à affronter. Nous disposons cependant largement de la puissance d'agir de notre *imperium*, une fois bien compris que la supposée complexité des enjeux ne sert qu'à populariser l'idée qu'il n'existerait aucune alternative pour nous tenir éloignés de la décision publique. Il nous reste à voir par quelles modalités pratiques nous allons imposer ce cap structurant aux candidats soucieux d'obtenir nos voix.

Il est un point sur lequel il vaut mieux être honnête d'entrée : se revendiquer du Peuple ne nous dispense nullement de partager avec l'élite le souci d'être d'abord motivés par nos intérêts propres. Pour la simple raison que c'est un réflexe naturel, probablement issu d'un instinct de survie ancestral. C'est justement ce réflexe qui a permis au libéralisme d'ériger l'égoïsme en système, à notre détriment comme nous le savons désormais. Il est en revanche une autre caractéristique qui, elle, nous distingue de l'élite, comme l'a fort justement noté Machiavel, à savoir que, je cite, la différence entre les grands et le peuple est que les grands ne cherchent qu'à dominer alors que le peuple ne demande qu'à ne pas l'être. Dans notre grande majorité en effet, nous ne demandons rien d'autre que de vivre le mieux possible, désir que Machiavel qualifia d'ailleurs de « plus raisonnable » que celui des grands.

Plus raisonnable sans doute, mais ce désir légitime a aussi pour conséquence que le peuple n'a pas plus vocation à s'emparer des rênes du pouvoir qu'un parti politique ne l'a à penser la société. Pour veiller à notre qualité de vie en effet, la raison commande de veiller aussi à celles de nos réseaux personnels, en particulier dans des situations de dépendance économique envers notre emploi, notre clientèle voire nos créanciers. Le premier devoir d'un citoyen est donc de faire corps avec ses semblables. Or, le conformisme rassemble alors que la déviance isole. L'engagement citoyen est déjà suffisamment compliqué par les difficultés matérielles de l'existence sans y ajouter l'inconfort d'une rébellion. Sans doute aussi n'est-il pas facile de quitter sa zone de confort, mais les freins n'en demeurent pas moins réels. Nous avons cependant déjà fait voler en éclats l'un d'entre eux, celui de la prétendue complexité des enjeux. Voyons maintenant les autres.

La question se pose donc en ces termes : comment combiner le conformisme naturel, voire l'inertie naturelle du corps social, avec l'impératif de devoir fixer un cap structurant à nos représentants ? Un premier élément de réponse apparaît dans le constat que cette passivité ne touche pas le corps social uniformément. Des initiatives citoyennes existent. On pense



aux Gilets jaunes, évidemment, mais pas seulement. Il y a aussi les rencontres type débats ou Cafés citoyens, les actions de désobéissance civile, comme le « délit de solidarité » envers les migrants, les diverses actions écologistes, la défense du droit au logement, les « désobéisseurs pédagogiques » de l'Éducation nationale, etc., etc. Précision utile ici : la désobéissance civile se différencie de la délinquance par un défi à l'autorité pacifique et à découvert, contrairement à la délinquance qui, elle, est clandestine. Ces initiatives démontrent que l'appétence existe dans l'ordre public pour une implication citoyenne. Mais, à ce jour, elle se manifeste sous la forme d'initiatives éparses, sans lien entre elles, presque catégorielles et pour certaines limitées dans le temps. Mais surtout, aucune ne formalise une véritable alternative sociétale, aucune volonté de se structurer durablement à l'échelon national en contre-pouvoir citoyen au pouvoir politique.

Pourtant elles existent. Elles sont apparues spontanément en réponse à des situations particulières. Pour cela, elles n'ont pas choisi de s'exprimer par les canaux habituels de la représentation ni par les partis politiques. C'est comme si elles avaient choisi d'investir un espace inoccupé, une sorte de chaînon manquant dans l'ordre social, précisément situé entre le peuple et le monde politique. Ce n'est pas la seule occasion qui permette de ressentir l'intuition de cet espace vide. J'ai déjà eu par exemple l'occasion de raconter ma déception envers le PS, que j'ai quitté après vingt ans d'efforts aussi obstinés qu'infructueux pour tenter de dépasser les questions purement électorales et élever les débats vers des considérations plus sociétales. J'en ai développé un temps une certaine rancune, avant de mettre de l'eau dans mon vin, en prenant conscience que la situation n'était guère différente dans les autres partis. À y regarder de près, aucun ne s'est jamais révélé un lieu approprié au débat d'idées, en dehors des seules conquêtes électorales. Tous, au contraire, sont nés d'idées pré-existantes. La SFIO par exemple, ancêtre du PS, est apparue à la révolution industrielle sous la pression de l'Internationale socialiste, elle-même structurée en réaction aux conditions de travail inhumaines de l'époque. L'espace, alors, n'était pas inoccupé. Le chaînon entre le Peuple, en l'occurrence à l'époque la classe ouvrière, et la représentation politique, ont été les internationales ouvrières, les regroupement syndicaux qui ont suivi pour aboutir enfin aux partis politiques.

De fait, on n'a jamais vu un parti politique auto-produire les conditions même de son existence. Ils ont toujours été créés pour donner une traduction électorale à des idées apparues en amont. Mais ou ? À l'aube de la SFIO, nous venons de le voir, l'espace était occupé. Qu'en est-il aujourd'hui ? D'abord, nos élites actuelles ont tiré les leçons des troubles passés



et évitent désormais avec soin de créer les conditions d'un désespoir mobilisateur (du moins jusqu'ici). La violence institutionnelle a appris à se draper de velours. Ensuite, les attentes d'aujourd'hui ont dépassées les simples limites catégorielles pour s'élargir à des questions sociétales : la sauvegarde de la planète, la solidarité, la défense animale, le mal logement, l'éducation, etc., sans oublier bien sûr le pouvoir d'achat, pour lequel je vous invite à diffuser largement le cap structurant d'*Imperium*. Mais si la réponse ne peut venir du Peuple, qui privilégie avec sagesse la concorde sociale à l'isolement de la contestation, ni des partis politiques, concentrés sur la traduction électorale d'attentes exprimées en amont, alors qui pour les exprimer ? Dans la société civile actuelle apparaît ici un trou, un trou béant... ce que j'ai appelé tout-à-l'heure le chaînon manquant, situé entre le peuple et la représentation politique. Il manque dans cet espace inoccupé un relais citoyen, susceptible de structurer tous les volontarismes animés par une appétence naturelle à l'implication publique.

Dit comme ça, voilà qui ressemble fort à ce que je vous invite depuis le début à mettre en pratique pour promouvoir notre cap structurant, mais sans avoir eu besoin jusqu'ici de recourir à une quelconque notion de « valeur citoyenne ». Alors ou celle-ci apparaît-elle ? Dans une objection qui ne manquera de nous être opposée, de manière parfaitement prévisible, et à laquelle il importe de se préparer. Nous prôtons en effet, face aux logiques d'intérêts, le retour au premier plan de la décision publique, autrement dit de la puissance d'État, qui a singulièrement reculé depuis un siècle. Or, cela ne doit rien au hasard. C'est en effet dès le lendemain de la première guerre mondiale, et de ses conséquences dévastatrices, que furent recherchées les causes de l'ardeur agressive des États, dans l'espoir affiché de prévenir le retour de tels conflits, un sentiment alors résumé dans le slogan populaire « Plus jamais ça ! ». De ces réflexions fut énoncé le principe d'interdépendance économique entre les Nations, supposée remplacer le besoin de conflit par celui d'une sécurité collective dicté par un intérêt partagé. Ceci reste le principal argument libéral pour justifier l'affaiblissement des États dans le système international.

De fait, cette thèse est largement critiquée, d'abord pour son incapacité patente à avoir prévenu l'apparition du second conflit mondial, ensuite par l'observation que les rapports de violence et la loi du marché étaient finalement soumis aux mêmes ressorts, et ne présentaient de ce fait aucune incompatibilité naturelle. En témoigne notamment le marché de l'armement qui exporte le conflit armé sur d'autres théâtres d'opération. Enfin, la polarisation actuelle du monde en hyperpuissances antagonistes achève de réduire cette fiction à néant. Il n'en demeure pas moins que les libéraux ont beau jeu d'argumenter que plus aucun conflit n'est apparu sur la



scène européenne depuis 1945, à l'exception notable des guerres dans les Balkans des années 90. On ne peut non plus, par ailleurs, ignorer les risques d'abus de toutes sortes perpétrés par un État aux pouvoirs renforcés. C'est précisément ce qui justifie en démocratie l'existence de contre-pouvoirs.

Seulement voilà, la crise actuelle de la représentation publique entraîne fatalement une crise de confiance dans la dimension même de contre-pouvoir, et cela pour une raison clairement identifiable. Parce que nous avons placée notre confiance, du moins dans sa dimension citoyenne, dans les formations politiques, un réflexe des plus déraisonnables comme nous le savons désormais. Le véritable problème est que les mouvements idéologiques du passé, qui autrefois fixèrent un cap à ces partis, ont aujourd'hui laissé la place à un trou béant, un chaînon manquant. Nous avons vu aussi les raisons qui rendent illusoire toute idée d'administration directe par le peuple. Cette impasse n'offre logiquement qu'une seule issue : que les relais citoyens que vous aurez constitués pour la promotion du cap structurant ne serviront pas qu'à cela. Une fois le cap validé, ils formeront l'ossature d'un contre-pouvoir démocratique pérenne face à l'action publique, en relayant dans le même temps la volonté populaire auprès des formations politiques qui, pour leur part, resteront concentrés sur la réalisation de leurs programmes suivant les modalités fixées par la Nation souveraine. Vous l'aurez compris, la citoyenneté donc nous parlons ici n'a rien à voir avec le sens actuel qui la réduit à un simple synonyme de nationalité. Nous parlons ici d'une implication consciente, ouverte à tous certes, mais soumise à la libre volonté d'agir.

Ici en fait, je n'invente rien. Cette réflexion n'est pas nouvelle, quoique trop peu développée à mon goût. Elle porte sur l'idée de « subjectivité citoyenne ». Je vous laisse chercher sur le web ces mot-clés, qui à première écoute n'apparaissent guère plus limpides que « valeur citoyenne ». Qu'est-ce donc que la subjectivité citoyenne ? En gros, c'est l'idée de concevoir les citoyens comme sujets de la politique et non plus objets comme c'est le cas actuellement. Le couple sujet/objet doit vous rappeler quelques vieux souvenirs de philo. Pour faire court : le sujet est celui ou celle qui pense, l'objet est ce à quoi le sujet pense. Les sujets en question ici n'ont donc rien à voir avec ceux d'une monarchie : le sujet citoyen s'entend au sens d'acteur citoyen. Si je suis un objet politique, on pense pour moi. Si je suis un sujet politique, c'est moi qui pense, autant que possible ce qui va être effectivement réalisé. On retrouve bien dans cette idée les relais citoyens objets de notre propos, et dont nous cherchons maintenant les conditions de pérennité.

Pour bien entendre ce qui va suivre, il convient d'abord d'évacuer un mal-

---



entendu fâcheux sur la manière d'envisager la qualité de citoyen. Il arrive fréquemment en effet, que la citoyenneté soit perçue négativement comme une pédanterie, une prétention à incarner des valeurs supérieures véhiculées par la mystique citoyenne (civisme, solidarité, laïcité, volonté populaire, etc.) assénés comme autant de leçons de morale souvent perçues comme éloignées des réalités. S'il y a une dérive de l'action citoyenne à combattre, c'est bien la dimension mystique. Et pour cela, comme souvent, il suffit d'en comprendre le mécanisme : quand une personne décide de s'engager au motif de valeurs morales supérieures, il est facile de développer un sentiment d'universalisme. Le contraste est alors saisissant avec ceux qui déclinent tout intérêt, voire affichent ouvertement leur dédain pour cet universalisme affiché. Cet affront ressenti envers des valeurs personnelles que l'on rêve universelles va dès lors se traduire par un sentiment de privilège sur lequel va se développer la fiction d'une « légitimité » à s'exprimer au nom de tout le corps social.

Ces pseudo-citoyens « légitimes » ne prennent pas garde que, ce faisant, ils dévoient leur chère liberté d'expression en une sorte de « légitimité d'expression » qui exclut par avance ceux qui ne se reconnaissent pas dans leurs discours moralisateurs. Dans la pratique, il suffira de réunir un groupe sur un sujet, qui annonce d'avance l'affinité des participants, de le nommer « peuple souverain » pour avoir dès lors beau jeu de revendiquer ses conclusions comme étant la « voix du peuple », les absents étant réputés avoir tort ou consentir par défaut, car qui ne dit mot consent. Mais la libre participation à de tels débats est une fiction, car ils reposent sur des prémisses excluant d'entrée tous ceux qui ne s'y reconnaissent pas. En matière de citoyenneté, il n'existe rien de tel qu'une soit-disante légitimité à s'exprimer plus haut que d'autres voix, aussi dissonantes soit-elles.

Il n'a jamais rien existé de tel qu'une « volonté populaire », et la démocratie n'a jamais eu vocation à l'énoncer. « Les hommes disconviennent par nature », disait Spinoza. Ce qui convient à une majorité disconvient toujours à la minorité et pour ces derniers, peu importe de compter parmi 1 ou 49 % de la population. Le résultat est le même : ils subiront le joug de la majorité. La démocratie ne sert qu'à une chose : régler ses différends à la tribune et dans les urnes plutôt que sur les champs de bataille, en offrant les conditions d'un jeu pacifié et d'une perspective de revanche à chaque nouvelle échéance. C'est tout ! C'est tout, mais c'est déjà beaucoup ! Il n'existe, ni n'existera jamais rien de tel qu'une volonté nationale ou un peuple monolithique souverain, mais des actions citoyennes singulières, consenties ou non, individuelles ou concertées.

La réalité, c'est qu'un sujet politique est d'abord un sujet situé, c'est-à-dire particulier, et non universel. Il ne voit pas les choses depuis les cimes de

---



l'Olympe, mais de son point de vue d'être singulier. L'ordre social lui sera favorable ou néfaste, voire le laissera indifférent. Dans ce cas, le légitimiste sera tenté d'évaluer cette distance selon ses propres fictions : l'administré serait « oublié » par les politiques, auquel cas il faut aller « à sa rencontre pour écouter ses attentes » (noter le choix du verbe écouter et non entendre), ou bien il sera « déçu » par la politique, auquel cas il faudrait lui « parler vrai » (dans la plus pure langue de bois), etc, etc. Mais le sujet situé, lui, sera simplement d'accord ou pas, voire s'en fichera royalement, ce qui est son droit souverain. Dans tous les cas, il se verra très éloigné cette pratique citoyenne-là, à des années-lumière de cet entre-soi auquel les pseudo-légitimistes tentent de l'assigner suivant leur propre modèle.

La subjectivité politique, qu'on pourrait aussi bien nommer simplement citoyenneté, ne se dévoilera pas au son des trompettes célestes de valeurs élevées, mais par une volonté éclairée et partagée d'une co-administration de la chose publique, dès lors que son impérieuse nécessité sera admise par tous. Cette exigence n'a qu'une seule raison, et elle est très simple : ne pas s'en trouver dépossédé à son détriment, que ce soit par des autocrates, des groupes intégristes ou des lobbies économiques. Cela, et rien d'autre ! Seule la collectivité citoyenne détient dans ses mains son intérêt propre comme celui des prochaines générations, et personne d'autre. Et voilà précisément ce qui nous amène à ce que j'ai choisi d'appeler « valeur citoyenne ». Car, vous l'aurez compris, il est bien question de subjectivité citoyenne, mais il manque quelque chose à cette idée.

Cette dimension supplémentaire est celle qui doit permettre la reconnaissance sociale la plus large possible de la subjectivité citoyenne. Il ne suffit pas en effet de participer à l'administration publique, encore faut-il que cela réponde à une attente, au point de convaincre ceux qui le souhaitent d'y contribuer, à minima pour les autres de reconnaître en toute confiance l'autorité de la parole citoyenne. C'est ce qu'on appelle une valeur sociale, c'est-à-dire quelque chose que la société reconnaît et valorise. Un exemple actuel de valeur sociale est ce qu'il est convenu d'appeler la « valeur-travail ». Au départ, l'expression désigne un concept politico-économique, qui désignerait le travail comme source de la valeur, une idée contestée notamment par la loi de l'offre et de la demande, mais ce n'est pas ce qui nous importe ici. L'opinion a en effet coutume de s'approprier les expressions dans les sens qu'elle souhaite leur donner. En l'occurrence, elle entend cette notion comme la reconnaissance d'une valeur personnelle. Quelqu'un qui travaille sera réputé ne pas être fainéant, détenir quelque qualité pour avoir décroché un job dans un marché de l'emploi notoirement tendu, et surtout « gagner sa vie » sans devoir être « assisté », suivant la mythologie libérale largement imprimée dans les esprits.



Par « valeur sociale », nous entendons ici ce qui est apprécié socialement, comme des qualités personnelles, le fait d'avoir de l'argent, une belle voiture, d'être de bons parents, etc. Dans le langage courant, on parlera plutôt de « reconnaissance ». En d'autres termes, elle exprime un respect du corps social qui en fait un objet d'attente ou de recherche par le plus grand nombre. La valeur travail, ainsi entendue, s'explique évidemment par sa nécessité économique, délibérément entretenue par la logique libérale. L'annonce de son obsolescence dans la déclaration de principes concerne évidemment la valeur sociale et non le travail lui-même. Nous avons même anticipé à contrario des besoins de travail accrus : des relocalisations prévisibles, les rénovations thermiques pour s'adapter à la pénurie énergétique, sans même parler des besoins sanitaires ou écologiques. Dans le monde à venir, considérer le travail comme une ressource publique, et non plus comme une charge comptable comme le fait l'ineptie libérale, annonce logiquement la fin de sa raréfaction relative et une répartition plus partagée, redonnant au travail sa place naturelle de participation équitable à l'effort collectif, et de là une dilution inévitable de sa valeur sociale.

Quelle autre valeur sociale alors pour la remplacer ? Étant admis que celle-ci repose sur une perception partagée de l'utilité sociale, les relais citoyens tels que nous les avons définis constituent à l'évidence un candidat parfait pour cette nouvelle valeur sociale. Pour le dire plus simplement, la valeur citoyenne n'est rien d'autre que la valeur sociale, autrement dit la perception partagée par tous de l'utilité sociale, attribuée à la pratique de la subjectivité citoyenne, pour garder la société de toutes les voracités. Dans le monde actuel, qui valorise hypocritement le travail artificiellement raréfié, la citoyenneté n'a au contraire aucune valeur sociale. Aux antipodes du chant des sirènes qui lui attribue les plus hautes vertus morales, l'actuel statut de citoyen se réduit concrètement à une simple participation périodique au jeu électoral sans véritable enjeu. Il en ira évidemment tout autrement si le corps social parvient à se structurer en relais citoyens pour influencer directement le jeu électoral, pour la promotion du cap structurant évidemment, et par la suite comme seul contre-pouvoir possible face à un État aux pouvoirs nécessairement renforcés.

Pour cela, il importe de considérer dès maintenant les conditions nécessaires à la future valeur sociale, à commencer par une lutte résolue contre la mystique citoyenne. La citoyenneté doit rassembler et non exclure. Elle vient du bas et non de la mythologie hors-sol des valeurs. La citoyenneté est avant tout une compétence qui, comme nous l'avons vu, peut être vulgarisée et rendue accessible à qui souhaite s'en saisir. Elle deviendra alors immanquablement un objet de valorisation sociale, comme le travail



en son temps, et sa parole publique sera respectée et recherchée. Car si certains, nombreux faut-il l'espérer, y participeront, d'autres pour rappel, ne développerons pas pour elle d'appétence naturelle. Qu'à cela ne tienne. Si les plus actifs, les mieux dotés culturellement parviennent à se départir de leur vocation militante ou de leur position valorisante pour manifester au contraire un souci constant d'éclairer les autres pour les joindre au débat à titre égal et non à les subjuguier, alors une prise de conscience collective devient possible, et l'esprit de corps peut alors animer la Nation pour lui permettre de prendre son destin en mains.

Tout cela, évidemment, reposera sur une valorisation par le corps social de la subjectivité citoyenne. Celle-ci viendra dans un premier temps de la promotion couronnée de succès du cap structurant. Par la suite, les formes qu'elle prendront à travers nos initiatives n'auront de limites que notre inventivité. Nous en avons déjà vues quelques unes. Autrefois, la Révolution a généré un foisonnement d'associations sous des noms variés, clubs politiques, sociétés populaires, sociétés patriotiques, etc. Quelque soit leur nom, elles ont toutes pris modèle sur le club des Jacobins ou s'illustrèrent les plus grands orateurs comme Danton ou Robespierre et ou, selon Couthon, se serait même « préparée la Révolution ». On s'y réunissait alors pour s'entretenir des affaires publiques, de thèmes de société, de l'actualité ou des projets de loi, en fait tout ce dont nous parlons ici. Plus près de nous, on peut imaginer des cafés Imperium sur le modèle des cafés citoyens, par exemple.

Mais surtout, nous disposons aujourd'hui des technologies modernes d'information et des opportunités sans précédent qu'elles offrent au débat public. Pour cela, la participation des mieux dotés en culture numérique s'avérera décisive, et ils investiront utilement leur talent par la mise en place de ces outils : réseaux sociaux, sites ou blogs, webinaires ou autre plateformes ouvertes aux initiatives locales pour alimenter un fonds documentaire accessible à tous, et susceptible de générer ailleurs d'autres débats.

Ces débats, il ne restera qu'à les nourrir. Nous avons déjà ouvert quelques pistes, et nul doute que vous saurez les compléter par des sujets auxquels je ne pense sans doute même pas. Dans tous les cas, je ne saurais trop vous recommander de veiller à la modération, et notamment à la disconvenance. Les avis contraires ne seront en aucun cas combattus, mais au contraire encouragés voire recherchés. C'est un renversement complet de l'approche personnelle qu'il est ici nécessaire d'opérer, jusqu'à rendre obsolète les avis du type « ne parlons pas politique, c'est l'engueulade assurée ! » Bien au contraire, Le débat politique deviendra l'outil cardinal de notre puissance d'agir collective.

---



La clé de notre *Imperium* sera le souci permanent que nous afficherons à la mise en balance des points de vue. Certains se situeront à droite, d'autres à gauche, chacune de ses deux sensibilités constituant une approche partielle de la chose publique et complémentaire de l'autre. Autant dire qu'un débat exclusivement à gauche ou à droite n'a aucun intérêt. Chaque sensibilité recherchera au contraire à éprouver ses opinions face à l'autre sensibilité, et non à vouloir imposer une conviction nécessairement orientée. Ceux qui enfin, refusent cette confrontation et prétendent détenir seuls la vérité seront réputés extrêmes, et par la-même antidémocratiques. Afin que tous l'entendent ainsi, on peut imaginer un serment, ou une maxime, préalable à toute séance. Un peu pompeux sans doute mais si ça peut aider...

*« Nous, citoyens, sommes réunis ici pour éclairer la conscience publique et la voie à suivre par nos représentants démocratiquement élus. Toute opinion à ici plein droit de cité et aucune ne prévaut sur une autre. Nous nous engageons à rechercher et à respecter tous les avis dans le but d'accroître notre intelligence de la chose publique. Quiconque refuse cette confrontation et prétend ici imposer une vérité est déclaré extrême et, ne pouvant se prévaloir du titre de citoyen, n'a pas sa place ici ».*

C'est un exemple. Vous choisirez la meilleure méthode. Toujours est-il que si nous parvenons à établir ce renversement spectaculaire dans le débat public, et à tisser ce réseau citoyen dans l'ensemble du corps social, à orienter efficacement l'offre politique dans le sens du cap structurant, et si, bien évidemment, nous parvenons à n'exclure personne du débat public, et bien la subjectivité citoyenne réalisée au cours de ces débats se verra couronnée de la reconnaissance qui lui fera accéder au rang de valeur sociale : la valeur citoyenne.

À la question « quel contre-pouvoir a la puissance d'État ? », nous saurons alors répondre « nous » ! Dans quelles modalités ? Nous le verrons dans la prochaine vidéo consacrée à la démocratie.

*Hasta Siempre*

### . # 5 – La démocratie

Bonjour. Je suis Paul Vicich, initiateur d'*Imperium* et auteur de sa Déclaration de Principes, disponible dans le site web [imperium-online.eu](http://imperium-online.eu).

En suite logique de la vidéo précédente consacrée à la valeur citoyenne, nous allons maintenant parler de démocratie. Qui n'a jamais entendu cette sentence classique : « en 2005 nous avons voté contre le traité constitutionnel pour l'Europe, et deux ans plus tard il nous a été imposé sous la forme du Traité de Lisbonne. C'est bien la preuve que nous ne



somme pas (ou plus) en démocratie ! ». Il se trouve que, pour ma part, je ne vois rien ici d'une telle preuve. Tout dépend en fait du sens qu'on donne à démocratie. Si nous définissions par exemple la démocratie, comme vu précédemment, comme le système qui déplace les disconvenances du champ de bataille à la tribune, alors nous sommes toujours en démocratie. On pourrait aussi soutenir que nous pouvons toujours, sans risque, dire à qui veut l'entendre que nous ne serions pas en démocratie.

Mais le meilleur démenti à cet sentence reste l'organisation même du referendum de 2005, voire même son refus en 2007 par crainte du résultat. Car cela dit assez de l'importance que le pouvoir accorde à l'opinion. Alors qu'une tyrannie se moque de l'avis du Peuple, ici l'État a clairement cherché sa caution, et ce n'est pas le moindre de ses pouvoirs que d'avoir souverainement décrété de la lui refuser. Car la souveraineté dicte ce qui est faisable, du moins à bon droit, ce que ne peut plus faire, justement, l'Europe institutionnelle. Qu'elle ait décidé de passer outre ce droit dicté par les urnes aurait donné toute légitimité au Peuple à bloquer le Pays après avoir essuyé ce camouflet, comme il avait su le faire dix ans plus tôt contre le plan « Juppé » sur les retraites. Qu'il ait choisi de ne pas le faire, c'est aussi sa décision souveraine.

De fait, les pratiques mobilisatrices se sont un peu essouffées depuis. Mais c'est surtout parce que l'État en a tiré les leçons et appris à segmenter ses réformes pour éviter les fronts unis. Les fronts unis justement, voilà ce qui manque au Peuple souverain pour faire valoir son droit. Ce que trahit en fait la sentence précédente, c'est une conception étriquée de la démocratie, calquée sur les privilèges de l'ancien régime. Dans cette vision, nous n'aurions qu'à nous donner la peine de naître pour exprimer notre bon plaisir et espérer le voir advenir d'un claquement de doigts. Sauf qu'un tel privilège, si tant est qu'il soit seulement possible, n'aurait rien d'un pouvoir. Un pouvoir ne saurait être octroyé. La notion même de pouvoir repose sur une puissance d'agir effective, et la démocratie ne confère au Peuple que la légitimité de le faire. Charge à lui ensuite de la faire valoir.

Est-ce à dire que la démocratie s'exerce dans la rue ? Quand la nécessité l'impose, sans doute, mais la réduire à cela ne correspondrait certainement pas à l'idée de dêmos qui, certes, désigne le Peuple mais pas la foule. Le dêmos, c'est l'assemblée des citoyens éclairés et délibérants, à la différence notable, justement, de l'ochlos, la foule chaotique, passionnelle et manipulable. Pour rappel, l'ochlocratie est la perversion de la démocratie dans la théorie dite « de l'anacyclose » formulée par Polybe, et admise notamment par Platon, Cicéron et



Machiavel. Après la monarchie qui se dégrade en tyrannie, puis l'aristocratie en oligarchie, la démocratie se dégrade à son tour en ochlocratie, réputé le pire de tous les régimes qui voit le règne anarchique de la foule, jusqu'à ce qu'un homme providentiel sauve la Cité en réinstaurant une monarchie pour un nouveau cycle.

Doit-on en déduire que les grandes grèves de 1995 relèveraient davantage de l'ochlocratie que de la démocratie ? Loin s'en faut ! Car c'est bien le Dêmos, le peuple délibérant, qui opposa un rejet éclairé au plan gouvernemental et décida d'y répliquer par cette action, loin d'un ochlos chaotique. Mais cela revient aussi à dire que le Dêmos ne se réduit pas à ces extrémités. On ne saurait épuiser la démocratie avec les seuls mouvements sociaux, les élections et les referendum. La subjectivité citoyenne réclame bien plus d'implication. Elle implique, comme nous l'avons vu dans la vidéo précédente, de combler le chaînon manquant entre le Peuple, qui dans sa globalité n'a aucune appétence naturelle pour l'exercice collectif du pouvoir, et les formations politiques qui, pour leur part, demeurent cantonnées à la conquête des fonctions électives. Cet espace dans l'ordre public, autrefois occupé par les regroupements syndicaux nés d'une condition ouvrière particulièrement brutale, et relayée ensuite par de nouveaux partis politiques, laisse aujourd'hui un trou béant que seule une subjectivité citoyenne structurée est en mesure de combler. Cette nouvelle structure, nous en avons jeté les bases pour la promotion du cap structurant. Nous avons acté que son succès dans cette entreprise lui vaudra la reconnaissance de l'opinion en tant que nouvelle valeur sociale, ce que nous avons appelé la valeur citoyenne.

La première tâche vers cette reconnaissance, nous l'avons vu aussi, est de convaincre de la nécessité d'un pouvoir d'État renforcé, une idée qui peut toujours rebuter les réserves envers la verticalité du pouvoir. Le premier élément de réponse est que cette verticalité est inévitable. Le Peuple, comme nous l'avons vu aussi, n'ayant aucune appétence pour cela et la nature ayant horreur du vide, il ne manquera jamais de candidats au pouvoir vertical, à commencer par le capital secondé par ses lobbies. Mais contrairement à ce dernier, la verticalité de l'État permet, elle, l'horizontalité d'un contre-pouvoir citoyen, et c'est le deuxième élément de réponse qui donne tout son sens à la valeur citoyenne, en ce qu'elle est un gage de pérennité du contre-pouvoir démocratique.

Nous avons déjà noté quelques premiers éléments de forme pour ses futurs relais, à commencer par le rejet sans appel de toute mystique citoyenne. Il ne s'agira pas plus d'agiter de quelconques valeurs morales que d'offrir des tribunes aux rhéteurs habiles à circonvenir les foules. Les relais citoyens seront des espaces de travail égalitaires, capables



d'orienter efficacement l'action publique, moyennant une expression des enjeux rendue soigneusement accessibles à tous. Ensuite, nous avons déjà dit qu'ils seront ouverts sans réserve à quiconque souhaite y contribuer, tout en garantissant un respect égal à qui ne le souhaite pas, et dont la parole peut s'exprimer autrement. Il reste à développer leur structuration à l'échelle nationale, condition essentielle de leur pérennité, et nous avons vu pour cela l'importance des technologies modernes de communication.

Le pérennité de ces espaces citoyens, relais de la parole publique, reposera sur deux conditions essentielles : d'abord bien sûr leur capacité à imposer ses conclusions à la représentation politique, et d'autre part le lien social qu'ils sauront créer dans la conduite des affaires publiques. Sous quelles formes ? Beaucoup reste à fixer. Un statut officiel ? Délicat ! Accordé par qui sinon par l'État, il en deviendrait vite suspect, sauf à imaginer de le conditionner à un examen objectif comme pour le permis de conduire. Mais qui en fixerait les modalités ? Une responsabilité rémunérée ou indemnisée comme pour un mandat politique ? Délicat là aussi ! Car non seulement la sincérité de l'engagement se trouverait en butte aux intentions vénales, comme on le voit hélas souvent en politique, mais en plus nous avons vu que dans le système économique actuel, tout crédit supplémentaire de masse monétaire doit trouver sa traduction en valeur échangeable, suivant une logique, donc, diamétralement opposée au cap structurant. Une simple implication volontaire alors ? Certes, à condition d'échapper au risque de discrimination par les moyens matériels. Une personnalité morale peut-être, dotée d'accès privilégié à des responsabilités citoyennes, comme la saisine d'instances politique ou juridique, ou encore des référendum d'initiative citoyenne ? A creuser ! La question n'est pas simple, j'en conviens, et laisse entrevoir bien des sujets de débat.

Ce qui est certain dès à présent, c'est la nécessité impérieuse de faire évoluer le rapport de l'opinion à la politique, à commencer, comme je l'ai déjà dit, par notre rapport à la disconvenance. Le monde médiatique actuel nous offre un spectacle affligeant de la pratique politique, où chacun dévalorise systématiquement la parole de l'autre. La conséquence est que tous finissent ainsi par se disqualifier mutuellement, creusant ainsi davantage le fossé entre les citoyens et la politique. Pourtant, Spinoza l'a très bien expliqué : les hommes disconviennent par nature. Donc, vouloir toujours convaincre de son propre point de vue n'a ni utilité ni pertinence. L'exposer parmi les autres en revanche, y compris les plus discordants, est certainement plus propice à l'émergence d'une synthèse conforme à l'avis général. C'est probablement la leçon la plus importante que les



sujets politiques, réunis en relais citoyens, donneront à nos représentants pour élever le débat public. Une pratique civilisée de la disconvenance passe en premier lieu par la réhabilitation du clivage gauche-droite qui, relevant de la sensibilité propre de chacun, est définitivement indépassable, comme cela est détaillé dans la Déclaration de principe. L'erreur la plus grave de ces deux camps est sans doute de n'avoir pas su se reconnaître comme des vis-à-vis naturels pareillement respectables. Car pour faire une démocratie, il faut être au moins deux : à minima une majorité et une opposition. Autant dire que le clivage gauche-droite n'est ni plus ni moins qu'une autre façon de dire démocratie. À contrario, nous pouvons dégager ici une définition objective des extrêmes, à savoir une prétention à détenir seul une vérité sans nuance, une incapacité à se reconnaître de vis-à-vis politique naturel, autrement dit une position objectivement totalitaire par définition.

Ceci posé, il reste un écueil, et de taille ! La recherche de synthèses objectives pose ouvertement le problème du rapport à la vérité et de la confiance qu'on peut lui accorder. Nous avons déjà évoqué le phénomène de post-vérité et des moyens de le contrer, mais ce n'est pas le seul problème. Un autre obstacle avec lequel il faudra composer à pour nom « pragmatisme ». Si chacun connaît le sens courant de ce mot, il faut savoir qu'il désigne aussi un courant philosophique apparu aux États-Unis à la fin du XIXe siècle, et qui prétend en substance placer la vérité dans l'expérience pratique plutôt que la cohérence logique. Par exemple, un pragmatique pourrait nier sans état d'âme la vérité scientifique de l'infinité de l'univers, au seul motif que personne ne peut le vérifier de ses propres yeux. Comme pour la post-vérité, on peut imaginer ici un autre réflexe défensif opposé à la complexité du monde actuel, la différence étant qu'ici, il ne s'agit pas de personnaliser sa vérité mais de s'en tenir à une réserve inspirée de Saint-Thomas. On devine aisément l'impasse dans nos débats. La démonstration la plus aboutie du monde se trouvera à jamais démunie face à un péremptoire « prouvez-moi d'abord que ça marche ! ». Car la possibilité même de détenir une telle preuve suppose bien une première expérience, donc tentée au moins une fois sans ladite preuve. La posture pragmatique va nécessiter des contre-mesures spécifiques.

Ce type de vérité à la carte est appelé « disponible ». C'est-à-dire que chacun peut l'adapter à sa convenance. Qui ne s'est jamais entendu clore une discussion par un irrévocable « à chacun son opinion », comme si la vérité se réduisait à de simples opinions. La division de l'opinion arrange évidemment toutes les verticalités, qui ont intérêt à la disponibilité de la vérité. Du moins pas pour toutes. On reconnaît justement celles qui arrange le pouvoir par leur caractère réputé au contraire indisponible.

---



L'ancien régime avait son droit divin, la République « une et indivisible » ses fictions globalisantes comme le Peuple souverain ou ses valeurs fixées dans la transcendance mystique. Quelque soit le régime, les vérités indisponibles ont pour fonction de garantir la stabilité de l'ordre social. L'ordre économique actuel n'y échappe pas davantage. La sacro-sainte loi du marché est brandie comme une loi supposément naturelle, autrement dit indisponible face à une décision humaine qui, elle, serait réputée faillible. Les fictions de l'accumulation primitive ou de la performance individuelle ne visent, selon le même principe, qu'à faire accepter les supposés bienfaits de la dérégulation et des écarts de revenus toujours moins supportables, autant de fadaïses vantées comme des vérités indisponibles pour justifier l'ordre social.

Un projet sociétal alternatif doit il alors, lui aussi, reposer sur certaines vérités indisponibles ? Et bien oui, évidemment. Aucune chance sinon d'atteindre le consensus indispensable. Et voilà bien le cœur de notre problème : où trouver cette indisponibilité ? Contrairement aux ordres sociaux imposés par le haut, nous n'allons pas recourir à quelque fiction que ce soit, sauf à renoncer par avance à toute chance de mobiliser les bonnes volontés au delà des chapelles d'opinions. Quant aux formes de débats actuelles, qui se contentent justement d'alimenter ce marché des opinions, elles ne nous servent évidemment pas davantage. Comment faire alors ?

La vérité absolue n'est pas de ce monde, ce point-là est établi. Nous pouvons cependant tenir pour vraie toute chose qui l'est de manière suffisamment consensuelle jusqu'à qu'elle ne soit objectivement démentie par une vérité contraire. C'est ça la relativité de la vérité : relativité à ce qu'on en sait objectivement, certainement pas à de simples opinions. Il y a un gouffre entre la relativité de la vérité et sa disponibilité. Inutile donc, de perdre son temps en projections dans des imaginaires fantasmés. Oublions l'anticapitalisme primaire et concentrons nous sur la démonstration de son obsolescence. Pour autant, celle-ci n'en valide pas automatiquement notre scénario alternatif, chose évidemment impossible avant l'expérience. L'argument à développer est alors que cette solution est tout simplement... la seule alternative possible. Oublions donc les lendemains qui chantent, et contentons-nous de dire : « Les choses sont comme ça, voilà comment elles vont évoluer, voilà la seule direction alternative disponible », et ça s'arrête là. Voilà une première vérité indisponible.

Elle est cependant loin de suffire, car des raisonnements alternatifs peuvent toujours se contredire. C'est ici que nous devons nous intéresser à un autre clivage concernant l'approche de la vérité. Quand celle-ci est



énoncée en vertu de sa seule cohérence logique, on dit qu'elle est abstraite ou formelle. Celle, en revanche, déduite de l'expérience pratique est dite concrète, matérielle ou encore substantielle. La philosophie, par exemple, distingue la vérité formelle de la vérité matérielle selon le champ d'investigation concerné : la première en logique par exemple, plutôt la seconde dans les sciences expérimentales. Dans d'autres domaines, le choix apparaît moins tranché. En droit par exemple, la conception formelle domine, au motif que le droit trouverait justement son fondement dans l'indisponibilité de la rationalité formelle. Contre cela, une critique substantialiste évoque une hypocrisie qui dissimulerait en fait un rapport de pouvoir. Deux arguments, deux points de vue.

Qu'en est-il de la pratique citoyenne ? A priori, la substance prendrait plutôt le pas sur la forme. Tout argument politique est en effet essentiellement évalué au vu de ses conséquences pratiques et, au nom de la liberté d'expression, s'affrontent des opinions nécessairement substantielles. Le problème est qu'un pouvoir démocratique réel suppose de pouvoir s'appuyer sur une base consensuelle. Or une telle base ne peut être que formelle ! Donc l'idée reçue qui réduit la démocratie à une simple pluralité d'opinions rend illusoire toute perspective de subjectivité citoyenne structurée. Dans ce jeu de dupes, nous ne jouons pas à armes égales avec l'ordre dominant qui, lui, peut user et abuser des fictions indisponibles, donc rassembleuses. Le principal argument des substantialistes est qu'un ordre véritablement formel serait illusoire. Démonstrons alors que c'est au contraire parfaitement possible et l'argument ne tient plus. Comment ?

Prenons par exemple la Déclaration des droits de l'Homme de 1789. Peut-être savez-vous que la Révolution n'en a pas produit une, mais trois, respectivement en 1789, 1793 et 1795. L'histoire n'a pourtant consacré que la première, qui a directement influencé la Déclaration universelle de 1948. Pourquoi les deux autres ont-elles finies quasiment dans l'oubli ? Parce qu'elles se sont piquées de compléter les premiers droits par des codes de bonne conduite purement pratiques. Jugez plutôt : « Nul n'est bon citoyen, s'il n'est bon fils, bon père, bon frère, bon ami, bon époux », ou encore « Que tout individu qui usurperait la souveraineté soit à l'instant mis à mort par les hommes libres » (« Libres » car l'esclavage ne sera aboli que l'année suivante). Comment enfin concilierait-on aujourd'hui « Nul genre de travail, de culture, de commerce, ne peut être interdit à l'industrie des citoyens », avec l'impératif de sobriété consumériste qu'impose l'urgence climatique ? Bref, de la bonne vieille production substantielle, ou « vrai un jour » ne rime pas forcément avec toujours, et que l'histoire n'a logiquement pas retenue.



Les droits de 1789 en revanche, sont d'essence formelle et incontestables. Que les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits s'entend aujourd'hui comme une évidence, bien qu'il ne soit sans doute pas inutile, encore de nos jours hélas, le rappeler la suite : ...Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune. Quoi qu'il en soit, cette égalité n'allait pas de soi à l'époque, et cette lucidité prémonitoire reste remarquable. Mais j'aurais beau jeu d'enfoncer cette porte ouverte, alors sautons directement au point épineux : l'article 17 sur la propriété, et son droit inviolable et sacré qui fait bien les affaires des riches et donne des migraines aux égalitaristes de gauche. Pour commencer, voyons d'abord comment s'en sort, ou croit s'en sortir, le substantialiste : en opposant d'autres droits comme par exemple un droit au logement, en l'occurrence ici opposable à la propriété immobilière. Sauf que ça ne tient pas. D'abord, le droit au logement n'est pas un droit au sens strict, au mieux une liberté éventuellement appuyée sur un droit, comme le droit à une vie digne qui, dans nos sociétés développées, passe par un logement décent (contrairement à une tribu vivant dans la jungle par exemple).

Mais surtout, cela revient à camper sur ses positions *ad vitam æternam*, opposant droit contre droit, chacun restant sûr du sien. Autrement dit, un droit énoncé ainsi n'aura jamais aucune utilité pratique, un comble pour un énoncé qui se veut substantiel. Pour autant, chacun de ces deux droits nous apparaîtra intuitivement de bon sens, et nous avons vu l'importance de prêter attention à nos intuitions. Pour la propriété, nous imaginons difficilement quel droit puisse être invoqué pour nous délester de la nôtre. Pour la dignité, on conçoit encore moins comment un monde qui se prétend civilisé peut laisser des citoyens à la rue. Et, tout aussi intuitivement, nous peinons à concevoir quel droit puisse justifier les écarts de propriété les plus indécents. Alors comment le formaliste résoudra-t-il mieux ces contradictions ?

D'abord en s'attachant à la précision des termes. Ce n'est pas parce qu'un usage établi nomme une chose « propriété » que celle-ci satisfasse pour autant à une définition formelle. Il n'y a rien de plus facile que de faire dire ce qu'on veut aux mots. Intuitivement, on pensera bien sûr que l'acquisition d'un bien avec le fruit de son travail est légitime et permet de l'appeler propriété. Certes, mais deux obstacles conceptuels apparaissent pourtant ici. D'abord, si le statut de propriété semble acquis, ce n'est pas le cas du critère objectif qui établit une équivalence entre sa valeur et celle de la quantité de travail fournie en contrepartie. Ensuite, dans le cas du foncier, quel statut fait du vendeur l'ancien propriétaire ? Le même que



l'acheteur évidemment, comme le propriétaire d'avant et ainsi de suite. Mais si on remonte ainsi la chaîne, on tombe fatalement sur un voleur à en croire Rousseau. Je cite : « Le premier qui, ayant enclos un terrain, s'avisait de dire ceci est à moi et trouva des gens assez simples pour le croire est le vrai fondateur de la société civile »... et accessoirement de la propriété privée. On voit que, sur le principe, ça ne colle pas, au moins ici pour la propriété immobilière. Comment alors traduire nos intuitions de bon sens dans les termes adéquats d'une vérité formelle incontestable ?

Le premier à avoir formalisé au XVII<sup>e</sup> siècle la notion de propriété fut John Locke, l'un des pères du libéralisme, et qui plus est un des inspirateurs de la Déclaration des droits américaine et aussi de la Déclaration française, rien de moins ! Dans son deuxième Traité du gouvernement civil, Locke définit la propriété comme un droit naturel sur, je cite, ce qu'il (l'homme) tire de l'état où la nature l'avait mis, et où il y a mêlé son travail et ajouté quelque chose qui lui est propre... d'où la « propriété ». Ainsi par exemple, une fleur cueillie devient propriété dès lors qu'on y ajoute du travail qui nous soit propre, ici le fait de la cueillir mais, et c'est là le point essentiel, à une condition expresse ! Je cite toujours : ...qu'il en reste assez, d'une qualité aussi bonne, et même plus que ne pouvaient utiliser les individus qui n'étaient pas encore pourvus. En clair, la fleur ne peut devenir propriété qu'à la condition qu'il en reste assez pour quiconque souhaite cueillir la sienne.

En d'autres termes, la propriété, au sens philosophique du terme, qui est celui de la Déclaration, ne peut désigner que ce que l'économie moderne appelle « un bien non rival », c'est-à-dire dont la consommation par l'un ne diminue pas la quantité disponible pour les autres. À défaut, le bien ne peut être qualifié de propriété. On pourrait alors le nommer « possession », et là, on sort tout simplement du champ de l'article 17, quand bien même certains de ses inspirateurs aient pu être à l'époque animés par d'autres arrière-pensées. Quand la pensée de gauche dispose d'une inspiration en or chez les libéraux et qu'elle passe à côté ! Ce qu'il est convenu d'appeler « propriété immobilière » n'est donc qu'une notion strictement juridique. Au sens philosophique de la Déclaration, elle apparaît clairement abusive. Il serait plus juste de parler de « possession immobilière », hors sujet, donc, de l'article 17. Notre intuition des droits fondamentaux n'est cependant toujours pas satisfaite, car on ressentirait toujours comme une injustice de se voir privé de son propre logement, autant que de se voir jeté à la rue suite à une rupture de bail, et plus encore évidemment, de constater des écarts de niveau de vie de moins en moins supportables. Seule l'analyse formelle permet de résoudre ces contradictions apparentes, à condition, là encore, de définir clairement de



quoi on parle.

Si les murs eux-mêmes perdent leur statut de propriété, cette dernière n'en disparaît pas pour autant de l'usage d'un bien immobilier. Le possesseur vivant dans ses murs, par exemple, est bien propriétaire du foyer qu'il y a bâti, avec son cortège de souvenirs et le cadre de vie indispensable à la stabilité de tout citoyen. Il est du reste regrettable que le droit ne distingue pas la notion de foyer qui est bien plus qu'un simple domicile. Quant au possesseur qui loue son bien, il n'est pas davantage exclu de la propriété. Il ne peut certes se dire propriétaire des murs, entendez bien : au sens de la Déclaration, et encore moins de la valeur locative de son bien, celle-ci étant fixée par le marché et non par ses soins propres. En revanche, son investissement même est bien le fruit d'un travail propre par lequel il a peut-être ainsi préparé sa retraite, avec les moyens que la société met à sa disposition. Que ces moyens viennent à changer, il n'en serait pas responsable. Dans l'éventualité d'une privation, somme toute pas si hypothétique que ça considérant nos conclusions sur l'impasse inéluctable de la croissance, et bien sa juste et préalable indemnité devrait alors prendre la forme d'une rente publique équivalente, aux antipodes donc, des expropriations idéologiques perpétrées sous des régimes collectivistes.

Miracle de la pensée abstraite, ou formelle : définissez les choses correctement et tout rentre dans l'ordre, la preuve ultime étant que toutes les intuitions de justice, garantes de paix intérieure autant que de cohésion sociale, trouvent leur content. Elle est une boussole qui non seulement permet de comprendre, mais aussi de déceler les fictions derrière les complexités de façade. Plutôt alors que de céder à la facilité dans la confrontation de vérités substantielles toujours contestables et finir dans l'impasse, il sera plus utile de dévoiler les vérités formelles incontestables, quitte à les chercher là où elles se cachent, surtout quand l'évidence n'apparaît pas de prime abord comme dans l'exemple que nous venons de voir. Voici quelle sera la tâche primordiale des relais citoyens. Elle ne nécessitera aucun savoir supérieur en sciences politiques, ni en haute administration, ni en économie si tant est que ce soit une science. De solides bases philosophiques seront en revanche fort utiles, ce qui peut très bien se développer au sein d'un travail collaboratif comme ceux qui animeront les Espaces citoyens, avec toujours à l'esprit la citation d'Einstein pour n'exclure personne : « si vous ne pouvez expliquer un concept à un enfant de six ans, c'est que vous ne le comprenez pas complètement ».

On peut ainsi imaginer d'autres déclarations formelles, ou même des amendements à celle de 1789 (entendus au sens de précision et non de



modification). Le premier qui vient naturellement à l'esprit viserait à préciser que l'Homme au sens de la Déclaration s'entend au sens d'être humain sans distinction, notamment de genre, plutôt que de persister à massacrer la langue avec des pédanteries soi-disantes inclusives. On peut aussi imaginer, outre les sujets économiques déjà évoqués, de sages débats sur la retraite par répartition et toutes les pistes de son équilibre financier, sur la transition énergétique, les nouvelles technologies, l'emploi dans le monde actuel, l'immigration, le service national, les diverses sources possibles de financement de l'État, et tant d'autres sujets propres à façonner notre société. Ces pistes relayées ensuite dans tout le pays à travers le web, guidées par la seule objectivité formelle et non la concurrence improductive des opinions, fourniraient des synthèses bien plus aptes que l'inconstance électorale à être appelées « sentence souveraine », opposable à ce titre aux candidats aux fonctions électives.

Comment nommera-t-on ces relais ou espaces citoyens ? On les appelait « Clubs » à la Révolution, « Comices » sous la République romaine. Peu importe le nom que prendront les nôtres. L'essentiel y sera de réinventer une nouvelle forme de débat public, civilisée et exemplaire à l'adresse de nos représentants. Les premières pistes à explorer seront évidemment celles ouvertes par notre cap structurant, à savoir le dépassement nécessaire du capitalisme, qui imposera à certains marchés des modèles alternatifs que ne manqueront pas de combattre les lobbies. Le rapport de force impose donc l'unification politique d'une Fédération européenne au sein des sept pays du groupe Euromed en attendant un élargissement futur. Loin de tout abandon de souveraineté, il s'agira de bénéficier de la souveraineté partagée d'une Nation devenue 3ème puissance économique mondiale, un poids suffisant pour imposer les décisions nécessaires pour desserrer le carcan de la dérégulation sauvage sur le pouvoir d'achat, et de commencer à inverser la croissance qui conduit la Terre à sa perte.

Alors créez les premiers espaces. Activez vos réseaux. Faites le savoir, surtout au-delà de vos limites régionales. Échangez. Informaticiens, créez les premières plateformes web et tous les outils de réseautage social nécessaires, sans oublier visioconférences et autres webinaires. Si la parole publique parvient ainsi à se structurer à l'échelle nationale, alors aucune offre politique ne pourra plus l'ignorer.

En d'autres termes, il ne s'agit ni plus ni moins que de réinventer la démocratie.

*Hasta siempre.*





Publication décembre 2021

